

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2615

30 novembre 2010

SOMMAIRE

A1 Investment S.à r.l.	125508	Espace Carré d'Or S.A.	125513
Advent Diamond (Luxembourg) S.à r.l. .	125492	Espace Carré d'Or S.A.	125514
Association des agents professionnels du groupe FOYER	125474	Euro - Celtique S.A.	125516
Bel Air Luxembourg S.A.	125488	Euro Industrial S.à r.l. SICAR	125517
CHERRY Luxembourg S.A.	125488	Executive Search Company S.A.	125518
Cole Bay Sàrl	125489	Fabrizio S. à r.l.	125520
Cole Bay Sàrl	125492	F.C. Invest S.A.	125518
Compagnie de Sécurité S.A.	125517	Félicité S.à r.l.	125519
Comptoir des Fournitures Industrielles du Bâtiment S.à r.l.	125492	Félicité S.à r.l.	125519
Consol S.A.	125517	Félicité S.à r.l.	125519
Cordea Savills Italian Opportunities No. 1 S.à r.l.	125518	Fiduciaire Luxembourg Paris Genève S.à r.l.	125520
CSN Energy S.à r.l.	125494	Holz an Daachzenter Linden-Peusch s.à r.l.	125477
Cusanus S.A.	125494	Jemco S.A.	125519
Damart T.S.D.	125508	New Way S.à r.l.	125487
De Natura Rerum Holdings S.A.	125508	PELMO Spf S.A.	125489
Den Beckleck S.A.	125511	Sigma Holding S.A.	125520
Den Beckleck S.A.	125511	Sigma Holding S.A.	125520
Dessine-Moi un Jardin Sàrl	125513	Société Holding Pelmo	125489
D.L. International S.A.	125494	Southern Cross Finance S.A.	125520
Effen Investment S.A.	125513	Te Nok S.à r.l.	125478
Effen Investment S.A.	125513	TRE PIU UNO S.à r.l.	125511
Eliu S.A.	125514	Villerton Invest SA	125514
Entreprise de Construction Lemos Sàrl .	125515	ZERRENHAFF, zivilrechtliche Gesellschaft	125515
Epsilon Technologies S.A.	125516		

Association des agents professionnels du groupe FOYER, Association sans but lucratif.

Siège social: Leudelange,
R.C.S. Luxembourg F 8.513.

STATUTS

Conformément à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire du 28 septembre 2010 les soussignés, membres, tous agents d'assurances professionnels ont pris les résolutions suivantes,

Nom et prénom	Nationalité	Localité
BELLION Jos	Luxembourgeois	Mamer
CLEMENT Fränk	Luxembourgeois	Bissen
FREDERICK Marc	Luxembourgeois	Wintrange
JUNG Carlo	Luxembourgeois	Luxembourg
MATHIAS-KUFFER Sonja	Luxembourgeois	Leudelange
MANGEN Pit	Luxembourgeois	Buschdorf
PAULY Guy	Luxembourgeois	Moutfort
REIFFERS Roby	Luxembourgeois	Bilsdorf
VAN LANDEGHEM Patrick	Luxembourgeois	Esch/Alzette
WILTGEN Charles	Luxembourgeois	Dudelange

il a été constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 tel que modifiée le 22 janvier 1984, le 4 mars 1994, le 1^{er} août 2001 et le 19 décembre 2002.

Titre 1^{er} . - Dénomination, Siège, Durée et Objet

Art. 1^{er}. L'association portera la dénomination

«Association des agents professionnels du groupe FOYER»

en abrégé APROF

Association sans but lucratif.

Son siège social sera à Leudelange (adresse FOYER).

Sa durée sera illimitée.

Art. 2. L'association aura pour objet.

L'association aura pour objet:

- La sauvegarde et la défense des intérêts communs de ses membres. Pour atteindre les buts poursuivis, l'association entretiendra des relations permanentes avec la ou les directions des compagnies pour lesquelles ses membres sont actifs, ainsi que toute autre association active pour les mêmes compagnies, permettant ainsi une bonne et fructueuse collaboration entre parties.
- De favoriser et de faciliter les relations avec le public et les autorités de tutelle.
- De promouvoir l'établissement d'une bonne image de marque. Les rapports entre membres s'inspireront des devoirs que la concurrence loyale, la solidarité et la collégialité professionnelle imposent et seront basés sur le respect du travail d'autrui et de la courtoisie, ainsi qu'il sied à des personnes poursuivant dans un même esprit le même but.
- Lors du décès de l'un des ses membres actifs, le conseil d'administration se tiendra à la disposition du ou des héritiers de l'associé pour gérer et défendre leurs intérêts vis-à-vis de tiers et ce, en respectant les souhaits de l'associé défunt.
- L'association collaborera avec d'autres organisations poursuivant des buts analogues et pourra s'affilier à celles-ci.

Titre 2. - Membres

Art. 3. L'association se compose de membres associés (personnes morales et personnes physiques) comprenant les membres fondateurs et ceux qui, par la suite, acceptent les présents statuts et sont agréés en qualité d'associés par le conseil d'administration. Le nombre minimum des associés ne pourra être inférieur à trois.

Tout agent ayant obtenu le titre d'agent principal général pourra, sur demande adressée au conseil d'administration, et sous réserve de l'approbation de celle-ci, être admis en qualité de nouveau membre de l'APROF. Le conseil d'administration aura seul pouvoir de décision d'acceptation et ceci à la majorité simple de ses membres.

La qualité de membre des personnes morales est définie en fonction du nombre de personnes physiques agrémentées actives dans celle-ci. La cotisation de ces membres (personnes morales) sera calculée par multiplication de la cotisation standard par le nombre des personnes physiques agrémentées actives dans l'agence.

Art. 4. Les membres associés jouissent seuls des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928 et les présents statuts. Leur nombre est illimité.

Art. 5. L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, peut conférer la qualité de membre d'honneur aux personnes qui ont rendu des services éminents à l'association. Le titre de membre d'honneur peut être retiré pour motifs graves par une décision de l'assemblée générale de l'association statuant au 2/3 des voix présentes ou représentées.

Art. 6. La cotisation annuelle des membres et membres-associés physiques actifs est fixée chaque année par l'Assemblée Générale, sans pouvoir dépasser cinq cent Euros (EUR 500,-).

Art. 7. La qualité du membre associé se perd par:

- a) la démission écrite, adressée au conseil d'administration.
- b) l'exclusion, prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Dans ce cas aucun remboursement de cotisation ou d'avoir ne sera dû au membre exclu.
- c) le non-paiement de la cotisation.
- d) la cessation d'activité comme agent principal, ou général, d'assurances du groupe «FOYER».

Titre 3. - Administration

Art. 8. Les organes d'administration sont l'assemblée générale et le conseil d'administration.

Art. 9. L'assemblée est composée des membres associés et se réunit sur convocation du président ou de son représentant

- a) en session ordinaire une fois par année.
- b) en session extraordinaire sur décision du conseil d'administration ou sur demande écrite signée par un cinquième au moins des membres associés.

Art. 10. La convocation aux assemblées générales sera adressée aux associés au moins 15 jours avant la date de l'assemblée. L'ordre du jour, fixé par le conseil d'administration, doit être joint à la convocation.

Les propositions d'ajoute à l'ordre du jour doivent parvenir par écrit au conseil d'administration au moins huit jours avant la date de l'assemblée générale. Aucune ajoute ne sera acceptée après ce délai.

Art. 11. Sous réserve des dispositions concernant les modifications statutaires, toute assemblée dûment convoquée peut délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 12. Tous les membres ayant réglé leur cotisation annuelle ont droit de vote égal (c. à d. un (1) droit de vote) dans l'assemblée générale. Tout membre peut se faire représenter par un autre membre en lui donnant une procuration écrite. Aucun membre ne peut représenter plus de quatre autres membres. Les décisions sont prises et les résolutions adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les statuts ou par la loi.

Art. 13. Les décisions, les résolutions et les rapports de l'assemblée générale sont consignés sur un registre et signés par le président et le secrétaire. Tout associé a le droit d'en prendre connaissance sans déplacement de ce registre.

Art. 14. L'assemblée générale décide dans le cadre de la loi et des statuts sur toutes les questions d'administration et d'activité de l'association qui ne sont pas expressément réservées au conseil d'administration. Sont notamment de la compétence de l'assemblée générale:

- les modifications des statuts
- l'élection et la révocation des administrateurs
- l'approbation des budgets et des comptes
- la dissolution de l'association
- la mise en place d'une charte ou d'un règlement d'ordre intérieur.

Art. 15. L'association est administrée par un conseil d'administration composé de trois administrateurs au moins et de 12 membres au maximum. En cas de vacance du mandat d'un ou de plusieurs administrateurs, le ou les membres restants continuent à former un conseil d'administration ayant les mêmes pouvoirs que si le conseil était complet. Aucune agence ne pourra déléguer plus de une (1) personne au conseil d'administration.

Toutefois, dans le cas où le nombre d'administrateurs serait inférieur à trois, le(s) administrateur(s) restant(s) est (sont) tenu(s) de pourvoir au remplacement de la place ou des places d'administrateur vacante(s) pour porter le nombre d'administrateurs au minimum prévu jusqu'à la prochaine assemblée.

Art. 16. La durée du mandat des administrateurs est de deux ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art. 17. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, un vice-président et parmi ses membres ou en dehors de son sein, un secrétaire, un trésorier et un ou plusieurs réviseurs de caisse, associés ou non.

Art. 18. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou, à défaut, le plus âgé des autres administrateurs.

Art. 19. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les administrateurs qui s'abstiennent au vote sont considérés comme n'étant pas présents pour le calcul de la majorité. Chaque administrateur ne peut représenter qu'un administrateur absent.

Art. 20. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace, est prépondérante.

Art. 21. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Tout ce qui n'est pas réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale est de la compétence du conseil d'administration. Il peut, notamment, sans que cette énumération soit limitative, faire et passer tous actes et tous contrats, acquérir, aliéner, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, nécessaires pour réaliser l'objet en vue duquel l'association est constituée, emprunter, consentir tous droits réels, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres, donner mainlevée de toutes inscriptions, commandements, transcriptions et autres, renoncer à tous droits, dispenser le conservateur des hypothèques, de prendre inscription d'office, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, transiger, compromettre, représenter l'association en justice, tant en demandant qu'en défendant. Il peut aussi nommer et révoquer le personnel de l'association et fixer son émoluments, déléguer partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, ou à un ou plusieurs tiers, associés ou non.

Il peut toucher ou recevoir toutes sommes ou valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tous retraits de fond par chèques, ordres de virement ou de transfert, ou tout autre mode de paiement, prendre en location tout coffre en banque, payer toutes sommes dues par l'association, retirer de la poste, de la douane, de la société des chemins de fer, les lettres, télégrammes, colis, recommandés, assurés ou non, encaisser tous mandats-poste, assignations ou quittances postales, cette énumération étant énonciative et non limitative.

Le conseil d'administration sera seul juge pour décider de la recevabilité des demandes d'intervention de ses membres.

Art. 22. L'association est engagée pour les actes autres que ceux de gestion journalière ou ordinaire par la signature conjointe du président et de trois administrateurs du conseil ou par la signature d'un mandataire spécial associé ou non auquel le conseil aura conféré à l'unanimité un mandat spécial.

Art. 23. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont poursuivies à la diligence du président du conseil d'administration ou de l'administrateur qui le remplace.

Art. 24. Tous actes de gestion ordinaire ou journalière sont valablement accomplis par un ou plusieurs administrateurs, ou même par les tiers, associés ou non, que le conseil peut, sous sa responsabilité déléguer à cette fin.

Art. 25. Modification des statuts

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres associés est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de l'association. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par envoi d'une lettre aux membres associés, cette assemblée reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion des membres représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des membres associés présents ou représentés.

Titre 4. - Année sociale, Règlement des comptes

Art. 26. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 27. Chaque année, au courant du premier semestre, le conseil d'administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale le compte des recettes et dépenses de l'année écoulée, après contrôle par le ou les réviseurs de caisse.

Titre 5. - Dispositions finales

Art. 28. En cas de dissolution de l'association la liquidation sera faite suivant décision de l'assemblée générale, qui décidera de l'attribution d'un solde actif éventuel, à une œuvre de bienfaisance.

Art. 29. Tous les cas non prévus par les présents statuts sont réglés par les dispositions de la loi du 21 avril 1928.

Titre 6. - Dispositions transitoires

Par dérogation à l'article 26, la première année sociale commence le jour du dépôt des statuts et se termine le 31 décembre 2010.

Par dérogation à l'article 15, la 1^{ère} moitié du comité (conseil d'administration) est élue pour une période de trois (3) ans et la 2^{nde} moitié pour une période de deux (2) ans. Le choix des candidats se fera sur base de volontariat.

125477

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44059. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

Luxembourg, le 28 septembre 2010.

Signatures.

Référence de publication: 2010143570/159.

(100163893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Holz an Daachzenter Linden-Peusch s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9707 Clervaux, 4, route d'Urspelt.

R.C.S. Luxembourg B 96.039.

Im Jahre zweitausendzehn, den zwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine WEINANDY, mit dem Amtssitz zu Clerf,

sind erschienen:

1.- Herr Emile LINDEN, Privatbeamter, geboren zu Clerf, am 12. Februar 1962, wohnhaft zu L - 9764 Marnach, 2, Munzerstrooss

2.- Herr Jean LINDEN, Privatbeamter, geboren zu Clerf, am 19. Juni 1957, wohnhaft zu L - 9714 Clerf, 25, Klatzwee.

Diese Komparenten erklären die einzigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „HOLZ AN DAACHZENTER LINDEN-PEUSCH, s.à r.l.“ mit Sitz L - 9707 Clerf, 4, route d'Urspelt zu sein, RCS B 96039,

gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch instrumentierenden Notar am 23. September 2003, veröffentlicht im Mémorial ? Nummer 1134 vom 30. Oktober 2003.

Diese Komparenten ersuchten den unterzeichneten Notar, folgende Erklärungen und Abmachungen zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen das Gesellschaftskapital um ZWEI HUNDERT SIEBEN UND ACHTZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (287.500.-€) von seinem aktuellen Betrag von ZWÖLF TAUSEND FUENF HUNDERT EURO (12.500,00.-€) auf DREI HUNDERT TAUSEND EURO (300.000,00.-€) zu erhöhen und zwei tausend drei hundert (2.300) eue Anteile auszugeben.

Zweiter Beschluss

Die ZWEI TAUSEND DREI HUNDERT (2.300) neuen Anteile wurden gezeichnet wie folgt, durch Herrn Emile LINDEN, vorgenannt, tausend hundert fünfzig Anteile (1.150) und durch Herrn Jean LINDEN, vorgenannt, tausend hundert fünfzig Anteile (1.150).

Die so von den vorgenannten Herren Emile und Jean LINDEN gezeichneten neuen Anteile sind durch eine Bareinlage vollständig einbezahlt worden.

Der Beweis der Existenz und des Wertes der gesamten Einlage wurde dem unterzeichneten Notar erbracht.

Dritter und Letzter Beschluss

Infolge der vorstehenden Kapitalerhöhung erhält Artikel 6 der Statuten folgenden Wortlaut:

" **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt DREI HUNDERT TAUSEND EURO (300.000.-EUR) und ist eingeteilt in zwei tausend vier hundert (2.400) Geschäftsanteile zu je einhundertfünfundzwanzig Euro (125.-EUR).

Die Geschäftsanteile werden wie folgt gezeichnet:

1.- Emile LINDEN, vorbenannt, tausend zwei hundert Anteile	1.200
2.- Jean LINDEN, vorbenannt, tausend zwei hundert Anteile	1.200
Total: zwei tausend vier hundert Anteile	2.400

Die Geschäftsanteile wurden voll in barem Gelde einbezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von dreihunderttausend Euro (300.000.-EUR) zur Verfügung steht, so wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde."

Die Kosten dieser Urkunde, belaufen sich auf 1.800.-Euro.

WORUEBER URKUNDE, aufgenommen zu Clerf, in der Amtsstube des handelnden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an alle Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben,

Gezeichnet: J. Linden, E. Linden, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 21 octobre 2010. Relation: CLE/2010/1001. Reçu soixante-quinze euros (75,00€).

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Eintrag im Firmenregister.

Clerf, den 25. Oktober 2010.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2010143559/51.

(100163720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Te Nok S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 156.278.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the thirteenth day of October.

Before us, Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

TE Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.867 and having a share capital of twenty-five thousand two hundred United States Dollars (USD 25,200.-) (the Company),

here represented by Gilles Ralet, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on the 28th of September 2010.

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “TE NOK S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at one hundred and fifty thousand Norwegian Kroner (NOK 150,000.-), represented by seven thousand five hundred (7,500) shares in registered form, with a nominal value of twenty Norwegian Kroner (NOK 20.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one manager or a board of managers composed of one (1) or several class A manager(s) and one (1) or several class B manager(s) (the Board). The managers are appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the Board.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented provided that any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. External Auditors (Réviseurs d'entreprises).

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).

14.2. The shareholders appoint the external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

- (i) the Board draws up interim accounts;
- (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company; and
- (v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

Subscription and Payment

TE Holding S.à r.l., represented as stated above, subscribes to seven thousand five hundred (7,500) shares in registered form, with a nominal value of twenty Norwegian Kroner (NOK 20.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one hundred and fifty thousand Norwegian Kroner (NOK 150,000.-), capital is set at, represented by in registered form, with a par value of each, all subscribed and fully paid-up.

The amount of one hundred and fifty thousand Norwegian Kroner (NOK 150,000.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

as Class A manager:

Mr Nigel Webb, chartered accountant, born on December 21, 1950 in Long Eaton, United Kingdom, with address at Goudsbloemstraat 51hs, 1015JK Amsterdam, The Netherlands.

as Class B managers:

Mr Romain Thillens, chartered accountant, born on October 31, 1952 in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg, with professional address at 23, Val Fleuri L-1526 Luxembourg; and

Mrs Brigitte Denis, chartered accountant, born in Rossignol (Belgium), on April 12, 1966 with professional address at 23 val Fleuri L-1526 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is located at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le treizième jour d'octobre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en remplacement de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

TE Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois de Luxembourg avec siège social à 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.867 et ayant un capital social de vingt-cinq mille deux cent dollars américains (USD 25.200.-) (la Société)

représentée par Gilles Ralet, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 28 septembre 2010.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Le nom de la société est "TE NOK S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cent cinquante mille couronnes norvégiennes (NOK 150.000,-), représenté par sept mille cinq cent (7.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de vingt couronnes norvégiennes (NOK 20,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un gérant ou un conseil de gérance composé d'un (1) ou plusieurs gérant(s) de catégorie A et d'un (1) ou plusieurs gérant(s) de catégorie B (le Conseil). Les gérants sont nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil.

8.1. Pouvoirs du Conseil

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et si au moins d'un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition que toute décision ne sera prise valablement que si elle est adoptée par au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointes d'au moins un (1) gérant de catégorie A et au moins un (1) gérant de catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

Souscription et libération

TE Holding S.à r.l., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept mille cinq cent (7.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de vingt couronnes norvégiennes (NOK 20,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cent cinquante mille couronnes norvégiennes (NOK 150.000,-).

Le montant de cent cinquante mille couronnes norvégiennes (NOK 150.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille trois cents Euros (EUR 1.300,-).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

en tant que gérant de catégorie A:

- M. Nigel Webb, expert comptable, né le 21 décembre 1950 à Long Eaton, au Royaume-Uni, avec adresse à Goudsbloemstraat 51hs, 1015JK Amsterdam, aux Pays-Bas.

en tant que gérants de catégorie B:

- M. Romain Thillens, expert comptable, né le 31 octobre 1952 à Wiltz, au Grand-Duché de Luxembourg, avec adresse professionnelle à 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg; et

- Mme Brigitte Denis, expert comptable, née à Rossignol (Belgique), le 12 avril 1966, avec adresse professionnelle à 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci ayant signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: G. RALET, J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 octobre 2010. Relation: LAC/2010/45909. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010142938/491.

(100163838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

New Way S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2555 Luxembourg-Merl, 62, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 25.203.

L'an deux mille dix, le huit octobre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

I.- La société à responsabilité limitée "WEEKEND, S à r.l.", avec siège social à L-2555 Luxembourg, 62, rue de Strassen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 21.580,

ici représentée aux fins des présentes par son gérant unique Monsieur Michel DAKESSIAN, gérant de sociétés, demeurant à Strassen, détentrice de cinquante (50) parts sociales.

II- la société anonyme "F.I.L. HOLDING S.A.", ayant son siège social à L-8120 Bridel, 31, rue Biergerkraeiz, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 101.861,

ici représentée aux fins des présentes par son administrateur-délégué Monsieur Marc HOBSCHEIT, indépendant, demeurant à Luxembourg,

détentrice de cinquante (50) parts sociales.

Les comparantes préqualifiées, représentées comme dit ci-dessus, agissant en leur qualité de seules associées de la société à responsabilité limitée "NEW WAY. S. à r.l." (numéro d'identité 1986 24 06 292), avec siège social à L-2555 Luxembourg, 62, rue de Strassen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 25.203, constituée suivant acte reçu par le notaire Georges d'HUART, de résidence à Pétange, en date du 25 novembre 1986, publié au Mémorial C, numéro 51 du 2 mars 1987 et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant, en date des 24 décembre 1991, publié au Mémorial C, numéro 234 du 2 juin 1992, 7 décembre 2004, publié au Mémorial C, numéro 343 du 16 avril 2005 et 26 août 2008, publié au Mémorial C, numéro 2437 du 6 octobre 2008, le capital social ayant été converti en euros suivant acte sous seing privé daté du 16 novembre 2001, publié au Mémorial C, numéro 834 du 1^{er} juin 2002,

ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associées décident d'insérer à l'article 3 des statuts, relatif à l'objet social, un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:

"La société a également pour objet l'exploitation d'une brasserie, restaurant, bar avec débit de boissons alcoolisées et non alcoolisées, ainsi que l'exploitation d'un établissement d'hébergement de moins de 10 chambres."

Deuxième résolution

Les associées décident d'accepter les démissions de Messieurs Marc HOBSCHEIT et Michel DAKESSIAN de leurs fonctions de gérants de la société et de leur donner décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Troisième résolution

Les associées décident de nommer, pour une durée indéterminée:

a) en qualité de gérant technique de la société, Monsieur Marc HOBSCHEIT, prénommé;

b) en qualité de gérant administratif de la société, Monsieur Michel DAKESSIAN, prénommé.

La société sera désormais valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Toutefois, pour tout engagement d'un montant inférieur à vingt-cinq mille euros (€ 25.000.-), la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant technique.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à huit cent cinquante euros (€ 850.-).

125488

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: DAKESSIAN, HOBSCHEIT, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 13 octobre 2010. Relation: CAP/2010/3577. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 20 octobre 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2010142531/55.

(100162620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

CHERRY Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 134.287.

Les comptes consolidés au 31/03/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2010.

Pour Cherry Luxembourg S.A.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2010142428/13.

(100163220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Bel Air Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5431 Lenningen, 19, rue des Vignes.

R.C.S. Luxembourg B 132.716.

L'an deux mille dix, le huit octobre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BEL AIR LUXEMBOURG S.A." (numéro d'identité 2007 22 31 547), avec siège social à L-2273 Luxembourg, 6A, rue de l'Ouest, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 132.716, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 octobre 2007, publié au Mémorial C, numéro 2629 du 16 novembre 2007.

L'assemblée est présidée par Monsieur Olivier GORIN, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Léon RENTMEISTER, employé privé, demeurant à Dahl.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Insertion à l'article 4 des statuts de la société, relatif à l'objet social, d'un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:

"La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations."

2) Transfert du siège social de L-2273 Luxembourg, 6A, rue de l'Ouest à L-5431 Lenningen, 19, rue des Vignes et modification subséquente des statuts.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'insérer à l'article 4 des statuts de la société, relatif à l'objet social, un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:

"La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-2273 Luxembourg, 6A, rue de l'Ouest à L-5431 Lenningen, 19, rue des Vignes et en conséquence de modifier le premier alinéa de l'article 2 et le premier alinéa de l'article 15 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

" **Art. 2. al. 1^{er}** . Le siège social est établi à Lenningen."

" **Art. 15. al. 1^{er}** . L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou à tout autre endroit à Lenningen, tel qu'indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de février à 11.00 heures."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance fut ensuite levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, s'élèvent approximativement à huit cent cinquante euros (€ 850,-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: GORIN, J.M. WEBER, RENTMEISTER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 13 octobre 2010. Relation: CAP/2010/3574. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 20 octobre 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2010142401/56.

(100162622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Cole Bay Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 121.197.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010142429/10.

(100162774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

**PELMO Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Société Holding Pelmo).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 40.149.

L'an deux mille dix, le dix-huit octobre.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding «SOCIETE HOLDING PELMO», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, numéro B 40149, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 23 avril 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 418 du 22 septembre 1992 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte sous seing privé du 22 novembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 439 du 19 mars 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Vanessa ALEXANDRE, juriste, demeurant professionnellement à L-7525 Mersch, 21, rue Colmar-Berg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Laurent JACQUEMART, expert-comptable, demeurant professionnellement à L1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
2. Changement de la dénomination en "PELMO Spf S.A." et modification de l'article 1 des statuts en conséquence;
3. Modification de l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour les mettre en conformité avec les dispositions légales;
4. Changement de l'objet social de Holding en Société de gestion de Patrimoine Familial (SPF), l'article 4 aura la teneur suivante:

"La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.";

5. Suppression subséquente du mot "holding" et de toute référence aux dispositions spéciales concernant le statut fiscal des sociétés holding apparaissant dans les statuts;

6. Introduction des dispositions légales relatives aux sociétés ayant un associé unique et modification des articles 6, 7 et 8 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique;

7. Modification de l'article 11 des statuts relatif à l'assemblée générale annuelle afin de fixer la date au 4^{ème} jeudi du mois de mai à 10h00.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination en " PELMO Spf S.A. ". et en conséquence, l'assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après une société anonyme luxembourgeoise, dénommée "PELMO Spf S.A." »

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales.

En conséquence, l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.».

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société pour la transformer en société de gestion de patrimoine familial. L'article 4 aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe, des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.».

Cinquième résolution

L'assemblée décide de supprimer le mot "holding" et toute référence aux dispositions spéciales concernant le statut fiscal des sociétés holding apparaissant dans les statuts.

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 6, 7 et 8 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique. Les articles 6, 7 et 8 auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non et qui élit un président en son sein. Toutefois, lorsque à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

La durée de leur mandat ne pourra excéder six ans.».

« **Art. 7.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement. Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non associés. La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique ou de la personne à ce déléguée par le Conseil.»

« **Art. 8.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du Conseil, par l'administrateur unique ou une personne à ce déléguée par le Conseil.»

Septième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 11 des statuts relatif à l'assemblée générale annuelle afin de fixer la date au 4^{ème} jeudi du mois de mai à 10h00. L'article 11 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 11.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième jeudi du mois de mai à dix heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. ALEXANDRE, L. JACQUEMART, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 19 octobre 2010. Relation: MER / 2010 / 1923. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 27 octobre 2010.

Référence de publication: 2010142916/137.

(100163763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Cole Bay Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 121.197.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010142430/10.

(100162781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Comptoir des Fournitures Industrielles du Bâtiment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 28.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010142431/13.

(100163011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Advent Diamond (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 151.522.

In the year two thousand and ten, on the fourteenth of October.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

"AI Global Investments S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.619,

here represented by Mrs Valérie-Anne BASTIAN, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Boston on the 29 of September 2010.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of "Advent Diamond (Luxembourg) S.à r.l." (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 151.522, incorporated pursuant to a notarial deed of the undersigned notary dated 18 February 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 1st April 2010, number 692, page 33200. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 4 June 2010, published in the Mémorial C number 1541, dated on 28 July 2010, page 73955.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to change the Company's financial year so that the Company's financial year shall start every year on the first day of August and end on the thirty-first day of July of the following year.

Therefore the current financial year which has started on the day of the incorporation of the Company shall exceptionally end on the last day of July 2011.

Second resolution

As a result of the above resolution, the sole shareholder decides to amend article 14 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth be read as follows:

"14. Business year.

14.1. The Company's financial year starts on 1st August and ends on the 31st July of the following year".

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

«Al Global Investments S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 140.619,

ici représentée par Madame Valérie-Anne BASTIAN, employée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Boston en date du 29 septembre 2010.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «Advent Diamond (Luxembourg) S.à r.l.» (ci après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 151.522, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 18 février 2010, dont les statuts ont été publiés le 1^{er} avril 2010 au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), numéro 692 page 33200. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire susnommé en vertu d'un acte daté du 4 juin 2010, publié au Mémorial C numéro 1541, en date du 28 juillet 2010, page 73955.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'associé unique décide de modifier l'année sociale de la Société afin que l'année sociale commence, chaque année, le premier jour du mois d'août et se termine le dernier jour du mois de juillet de l'année suivante.

En conséquence, l'année sociale en cours, ayant commencé à la constitution de la Société, se terminera exceptionnellement le dernier jour du mois de juillet de l'année 2011.

Deuxième Résolution

Afin de tenir compte de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 14 des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit:

«14. Exercice social.

14.1. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} août et se termine le 31 juillet de l'année suivante.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne prenant la parole, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande du comparant le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le comparant a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: V.A. BASTIAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 octobre 2010. Relation: EAC/2010/12562. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010142590/85.

(100164063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Cusanus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 73.487.

Rectificatif au dépôt L100158736.04 déposé au 19.10.2010

Les mention rectifiée remplace la mention au dépôt L100158736.04 en date du 19/10/2010 des comptes annuels au 31 décembre 2009.

Les comptes annuels rectifiés au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

Référence de publication: 2010142432/13.

(100162998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

D.L. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 97.490.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010142433/10.

(100163129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

CSN Energy S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 183.765.950,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 105.484.

In the year two thousand and ten, on the fourteenth day of October,

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

Companhia Siderúrgica Nacional, a listed public company incorporated and governed by the laws of Brazil, with registered office at Rua São José, n. 20, sala 1602, Rio de Janeiro, RJ, Brazil, registered with the Cadastro Nacional da Pessoa Jurídica of the República Federativa do Brasil under number 33.042730/0001-04 and listed on the São Paulo and New York Stock Exchange under the quote sign SID,

Here represented by Ms. Flora Gibert with French nationality, of legal age according to her nationality, married, with professional address at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with Identity Number 0911LUX00089.

She appears in the name and on behalf of the company Companhia Siderúrgica Nacional, in her capacity as proxy holder by virtue of a proxy given to her on October 13, 2010. Companhia Siderúrgica Nacional is the Sole Member of CSN Energy S. à r.l., a société à responsabilité limitée, validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered address at 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 MUNSBACH, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B 105.484 (hereinafter the "Company"); the Company transferred its registered office from Cayman Islands to Luxembourg pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger (afore-

mentioned), on December 29, 2004, published in the Memorial, Recueil Spécial C number 385 on April 27, 2004 (the "Sole Member").

According to article 199 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended, the Company is allowed to change its nationality with the unanimous consent of its members. .

I, THE NOTARY state that the person appearing before me has the legal capacity and is legitimate to grant this Public Deed; and state under my responsibility that in my opinion, she has accredited to me enough faculties to execute into public deed the resolutions she is delivering to me and that are incorporated into this Public Deed.

The agenda of the meeting is the following:

- a) Change of the Company's name from CSN Energy S.à r.l. to CSN Minerals, S.L.
- b) Change of the currency of the Company's share capital from US Dollars into Euros and determination that the Company's share capital will from now on amount to one hundred thirty one million six hundred forty nine thousand nine hundred twenty six Euros (EUR 131,649,926) divided into one hundred thirty one million six hundred forty nine thousand nine hundred twenty six (131,649,926) participations, each having a par value of one Euro (EUR 1).
- c) Transfer of the registered office of the Company from 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Luxembourg to Paseo de la Castellana 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain.
- d) Adoption of the Spanish nationality by the Company.
- e) Subordination of the Company under the Spanish legal regime and complete restatement of the articles of association in order to bring them in conformity with Spanish laws.
- f) Discharge granted to the category A and the category B managers and appointment of the Joint Directors of the Company.
- g) Granting of powers of attorney in favor of Mr. Marcelo Martins Fonseca and Mr. Mario Enrique Melillo to execute any actions and steps which may be necessary so that the transfer of the registered office of the Company to Spain has full legal effects in Spain.
- h) Authorization to be given to any employee of Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A. to execute any and all formalities with the Luxembourg authorities and especially the formalities with the Luxembourg Trade and Companies Register.
- i) Resolutions to be taken under points a, b, c, d, e and f of this agenda under the resolutive condition that the transfer of the registered office is not accepted by the Spanish authorities.
- j) Miscellaneous On the basis of this agenda, the Sole Member takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to change the name of the Company from CSN Energy S. à r.l. to CSN MINERALS, S.L. A copy of the certificate issued by the Spanish Central Commercial Registry regarding the corporate name is attached to the present deed.

Second resolution

The Sole Member resolves that the currency of the Company's share capital shall be changed from US Dollars to Euros on the basis of the USD – EUR exchange rate (EUR 1 = USD 0,7164) as applicable according to the European Central Bank at October 14, 2010 at 2pm Luxembourg time.

Following such change of currency, the share capital of the Company will henceforth be set at one hundred thirty one million six hundred forty nine thousand nine hundred twenty six Euros (EUR 131,649,926) divided into one hundred thirty one million six hundred forty nine thousand nine hundred twenty six (131,649,926) participations, each having a par value of one Euro (EUR 1) which are equal, indivisible and may be accumulated. Participations shall not be considered to be shares of stock, may not be represented by negotiable instruments and may not be called shares.

The participations are fully subscribed and paid-up by the Sole Member of the Company and solely attributed to the Sole Member.

Third resolution

The Sole Member resolves to transfer with immediate effect the registered office of the Company from 9, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, to Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves that the Company adopts with immediate effect the Spanish nationality.

Fifth resolution

As of the date of the transfer of the Company from Luxembourg to Spain, the Company shall henceforth be governed by Spanish Law, i.e. by the Royal Decree Legislative 1/2010, July 2, by means of it is approved the Consolidating Acts of the Capital Companies, and another legal applicable regulations and in particular by its articles of association.

In order to comply with Spanish law, the Sole Member decides to proceed to a complete restatement of the articles of association of the Company. The new statutory text is composed in Spanish and will henceforth read as follows:

“ESTATUTOS SOCIALES DE LA COMPAÑÍA “CSN MINERALS, S.L.”

Título I. Determinaciones generales

Art. 1. Denominación social. La Sociedad se denominará CSN MINERALS S.L., y se regirá por los presentes Estatutos y en cuanto en ellos no se halle previsto, por las disposiciones legales vigentes y, en particular, por el Real Decreto Legislativo 1/2010, de 2 de julio, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 2. Objeto social. El objeto social comprende la actividad de adquisición, tenencia, gestión y administración de títulos y acciones o de cualquier forma de representación de participaciones en el capital de entidades residentes y no residentes.

Asimismo, la Sociedad podrá llevar a cabo la prestación de servicios financieros tales como la gestión y colocación de los recursos propios y los del grupo empresarial del que forme parte con exclusión de las actividades reservadas por ley a las instituciones de inversión colectiva, a las entidades de financiación, así como lo expresamente reservado por la Ley del Mercado de Valores a las agencias y/o sociedades de valores y bolsa.

Tales actividades podrán ser desarrolladas por la Sociedad bien de forma directa, o bien de cualquier otra forma admitida en Derecho, como la participación en calidad de socio y/o accionista en otras entidades de objeto idéntico o análogo.

Quedan excluidas todas aquellas actividades para cuyo ejercicio la ley exija requisitos especiales hasta tanto no sean cumplidos por la Sociedad.

Si las disposiciones legales exigiesen para el ejercicio de alguna de las actividades comprendidas en el objeto social algún título profesional, o autorización administrativa, o inscripción en registro público, dicha actividad deberá realizarse por medio de persona que ostente dicha titularidad profesional y, en su caso, no podrá iniciarse antes de que se hayan cumplido los requisitos administrativos exigidos.

Art. 3. Domicilio social. La Sociedad tiene su domicilio en Paseo de la Castellana número 52, Planta 2B Madrid, 28046 (España).

Previo acuerdo de la Junta General, el domicilio podrá ser trasladado a cualquier otro punto del territorio nacional. El Órgano de Administración podrá acordar el traslado del domicilio social dentro del mismo término municipal, así como la creación de Agencias, Sucursales, Delegaciones, Filiales y Corresponsalías tanto en territorio nacional como en el extranjero.

Art. 4. Duración. La Sociedad tiene duración indefinida y continuará sus operaciones en España como compañía española desde el día de la firma de la correspondiente escritura de traslado de domicilio.

Título II. Capital social y participaciones

Art. 5. Capital social. El capital social se fija en la suma de 131.649.926 euros, representado por 131.649.926 participaciones sociales, numeradas correlativamente del 1 al 131.649.926 ambos inclusive, de 1 Euro de valor nominal cada una de ellas, iguales, acumulables e indivisibles, que no podrán incorporarse a títulos negociables ni denominarse acciones.

Art. 6. Participaciones sociales. Las participaciones sociales no se representarán en ningún caso por títulos especiales, nominativos o al portador, ni se expedirán tampoco resguardos provisionales acreditativos de una o varias participaciones sociales. El único título de propiedad está constituido por la escritura fundacional, o por las escrituras que se otorguen en casos de ampliación de capital.

Y en caso de transmisión inter vivos o mortis causa, por el documento público correspondiente.

Las certificaciones del Libro Registro de Socios en ningún caso sustituirán al título público de adquisición.

Art. 7. Transmisión de participaciones. En la transmisión de participaciones sociales se aplicará lo dispuesto en la Ley. La transmisión de participaciones sociales se formalizará en documento público y se comunicará a la Sociedad, por escrito, indicando el nombre o denominación social, nacionalidad y domicilio del nuevo socio, sin cuyo requisito no podrá el adquirente pretender el ejercicio de los derechos que le correspondan en la Sociedad.

Art. 8. Derechos de los socios. Cada participación social otorga a su propietario la condición de socio y le confiere los derechos recogidos en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 9. Libro registro de socios. La Sociedad llevará un Libro Registro de Socios, en el que se inscribirán sus circunstancias personales, las participaciones sociales que cada uno de ellos posea y la constitución de derechos reales y otros gravámenes sobre las mismas y las variaciones que se produzcan. Cualquier socio podrá consultar este Libro Registro, que estará bajo el cuidado y responsabilidad del Órgano de Administración. El socio tiene derecho a obtener una certificación de sus participaciones en la Sociedad, así como el nombre de los titulares de derechos reales o de gravámenes que pesen sobre las mismas y que figuren en el Libro Registro.

Art. 10. Participación pro indiviso. Las participaciones son indivisibles.

Siempre que una participación social pertenezca pro indiviso a varias personas, éstas habrán de designar la que haya de ejercitar los derechos inherentes a esa participación. A pesar de ello, y en caso de incumplirse las obligaciones derivadas de la condición de socio, responderán solidariamente todos los comuneros.

Art. 11. Prenda, Embargo y usufructo. En los casos de prenda y embargo de participaciones sociales, se observará lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.

En caso de usufructo de participaciones, la cualidad de socio reside en el nudo propietario. En las relaciones entre el usufructuario y el nudo propietario regirá lo que determine el título constitutivo del usufructo y, en su defecto, lo dispuesto en la legislación civil aplicable.

Título III. Órganos de la sociedad

Art. 12. Órganos de la sociedad. Los órganos de la sociedad son:

- a) La Junta General.
- b) El Órgano de Administración, que podrá adoptar cualquiera de las formas que luego se establecen, mediante acuerdo de la Junta General

A) Junta general

Art. 13. Junta general. Los socios, reunidos en Junta General, decidirán por la mayoría legal o estatutariamente establecida, en los asuntos propios de la competencia de la Junta.

Art. 14. Adopción de acuerdos. Cada participación social da derecho a un voto. Los acuerdos se adoptarán por mayoría de votos válidamente emitidos, siempre que representen, al menos, un tercio de los votos correspondientes a las participaciones sociales en que se divida el capital social. No se computarán los votos en blanco.

El aumento o la reducción del capital social y, en general, cualquier otra modificación de los Estatutos Sociales requerirá el voto favorable de más de la mitad de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

La transformación, la fusión, la escisión, la cesión global de activo y pasivo, el traslado de domicilio al extranjero, la supresión o limitación del derecho de suscripción preferente en los aumentos de capital, la exclusión de socios y la autorización para que el Órgano de Administración de la Sociedad pueda dedicarse, por cuenta propia o ajena, al mismo, análogo o complementario género de actividades al que constituya el objeto social, requerirá el voto favorable de al menos dos tercios de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

Art. 15. Celebración anual de junta. Los administradores convocarán la Junta General Ordinaria para su celebración dentro de los seis primeros meses de cada ejercicio con el fin de censurar la gestión social, aprobar, en su caso, las cuentas del ejercicio anterior y resolver sobre la aplicación del resultado.

Art. 16. Convocatoria. La Junta General será convocada por el Órgano de Administración, por escrito que asegure la recepción de la misma, dirigido a cada uno de los socios al domicilio que figure en el Libro Registro de Socios. La comunicación deberá contener el nombre de la sociedad, la fecha y hora de la reunión así como el orden del día, en el que figurarán los asuntos a tratar, debiendo figurar también el nombre de la persona o personas que realizan la comunicación.

Entre la convocatoria y la fecha prevista para la celebración de la reunión, deberá existir un plazo de, al menos, quince días.

El plazo se computará a partir de la fecha en la que hubiera sido remitido el anuncio al último socio. El Órgano de Administración convocará la Junta siempre que lo considere necesario o conveniente, y en todo caso, cuando lo soliciten uno o varios socios que representen, al menos, el cinco por ciento del capital social, debiéndose expresar en la solicitud los asuntos a tratar en la Junta. En este caso, la Junta General deberá ser convocada para su celebración dentro del mes siguiente a la fecha en que se hubiere requerido notarialmente al Órgano de Administración para convocarla, debiendo incluirse necesariamente en el Orden del Día los asuntos que hubiesen sido objeto de solicitud.

Art. 17. Constitución de la junta. La Junta quedará válidamente constituida cuando concurran a ella, presentes o representados, un número de socios que hagan posible la adopción de acuerdos conforme a las mayorías fijadas en el artículo 14 de estos Estatutos.

Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo anterior, la Junta quedará válidamente constituida, sin necesidad de convocatoria previa si encontrándose reunidos, presentes o representados, los socios representativos de la totalidad del capital social, aceptan por unanimidad la celebración de la reunión y el orden del día de la misma.

Art. 18. Derecho de asistencia a las juntas. Todos los socios tienen derecho a asistir a la Junta General. Los administradores deberán asistir a la Junta General.

Art. 19. Representación. Todo socio puede hacerse representar en la Junta General por medio de otra persona. La representación deberá conferirse por escrito y con carácter especial para cada Junta.

Quedan a salvo los supuestos específicos previstos en la Ley.

Art. 20. Presidencia de la junta. Actuarán como Presidente y Secretario de la Junta, cualesquiera de los Administradores, y en su defecto, aquellas personas designadas por los socios asistentes a la reunión.

Los acuerdos adoptados se consignarán en acta en la que figurará la lista de asistentes, y que será aprobada bien por la misma Junta al final de la reunión o, en su defecto y dentro del plazo de quince días siguientes a la celebración de la Junta, por el Presidente de la Junta General o por persona autorizada a actuar como tal en dicha Junta y por dos socios interventores, uno en representación de la mayoría y otro por la minoría.

El acta, una vez aprobada, será firmada por el Secretario de la reunión, con el Visto Bueno del Presidente.

B) Organo de administración

Art. 21. Administración. La sociedad será administrada y representada por el Órgano de Administración, que podrá ser un Administrador Único, dos o más Administradores Solidarios o Mancomunados o un Consejo de Administración, que tendrá un mínimo de tres y un máximo de doce miembros.

Será la Junta General la que determinará el sistema de administración adoptado, así como, en su caso, el número de componentes del Consejo de Administración entre el mínimo y el máximo establecido. Igualmente, la Junta General podrá variar el sistema de administración o el número de componentes del Consejo, dentro de los límites establecidos, sin modificar los presentes Estatutos.

Art. 22. Representación y facultades. El Órgano de Administración ostentará, la representación de la Sociedad ante los Tribunales y fuera de ellos, extendiéndose a todos los asuntos pertenecientes al giro o tráfico de la empresa.

En consecuencia, podrá adoptar cualquier medida y celebrar los contratos necesarios para llevar a cabo el objeto social, incluyéndose aquéllos que entrañen adquisición o disposición de cualquier clase de bienes muebles e inmuebles, así como la creación y cancelación de derechos reales; y en general resolver sobre cualquier asunto comprendido en el ámbito de las operaciones que la Sociedad pueda realizar. La competencia del Órgano de Administración se extiende a toda clase de asuntos sin limitación, a excepción de aquéllos que por Ley están reservados a la competencia de la Junta General.

Cualquier limitación de las facultades representativas del Órgano de Administración, tanto si vinieren impuestas por los Estatutos, como si se derivaren de decisiones de la Junta General, serán ineficaces frente a terceros. Ello sin perjuicio de su validez y de la responsabilidad en que incurra dicho Órgano frente a la sociedad por su extralimitación, por el abuso de facultades o por la realización de actos no comprendidos en el objeto social que obliguen a la sociedad de conformidad con lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 23. Nombramiento, Separación de administradores y duración del cargo. Para ser Administrador no se requerirá la condición de socio de la Compañía. El nombramiento y separación de cada uno de los administradores (que podrá ser acordado en cualquier momento) será competencia de la Junta General y la separación podrá ser acordada aún cuando no figure en el orden del día, con el voto favorable de dos tercios de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

La duración del cargo será por tiempo indefinido. No podrán ser nombrados Administradores quienes se hallaren comprendidos en causa de incapacidad o de incompatibilidad legal para ejercer el cargo, especialmente las determinadas por las Leyes de Incompatibilidades y las generales establecidas por la Ley.

Art. 24. Consejo de administración. Cuando la sociedad sea regida, administrada y representada por un Consejo de Administración, el mismo estará compuesto de tres Consejeros como mínimo y doce como máximo, elegidos por la Junta General, que decidirá el número exacto de ellos. El Consejo se reunirá siempre que lo solicite un Consejero mediante carta certificada dirigida al Presidente o lo acuerde el Presidente, a quien corresponde convocarlo. Si se hace a instancia de un Consejero, el Presidente deberá convocarlo dentro del plazo máximo de quince días, desde la recepción de la solicitud.

La convocatoria se hará por escrito que asegure la recepción de la misma, dirigido por el Presidente, donde se expresará el día, hora y lugar de la reunión, con el Orden del Día.

Deberá mediar un plazo mínimo de cinco días entre la convocatoria y la fecha de la reunión.

El Consejo de Administración quedará válidamente constituido cuando concurran, presentes o representados, el número de consejeros previstos en los estatutos, siempre que alcancen, como mínimo la mayoría de los vocales.

Los acuerdos se tomarán por mayoría absoluta de los consejeros asistentes o debidamente representados en la reunión, salvo que a Ley exija otra mayoría reforzada.

Se admitirá la votación por escrito y sin sesión cuando ningún miembro del Consejo se oponga al procedimiento.

El Presidente abrirá la sesión y dirigirá los debates, concediendo el uso de palabra a los asistentes.

El Consejo regulará su propio funcionamiento y nombrará entre sus miembros, si no lo hace la Junta General de Socios, al Presidente y si lo estima oportuno, uno o varios Vicepresidentes. Asimismo, y si no lo hace la Junta General de Socios, elegirá un Secretario, y si lo cree conveniente, un Vicesecretario, que podrán no ser consejeros, en cuyo caso tendrán voz pero no voto.

El Consejo puede delegar permanentemente todas o algunas de sus facultades, excepto aquéllas que no sean delegables por imperativo legal, a favor de uno o más Consejeros Delegados, así como otorgar apoderamientos generales o especiales y revocar tales nombramientos o apoderamientos.

Los acuerdos se llevarán a un Libro de Actas, cuyas actas serán firmadas por el Secretario y el Presidente.

Art. 25. Administradores solidarios o mancomunados y administrador único. Cuando la sociedad sea regida, administrada y representada por los Administradores Solidarios, en número de dos a cuatro, según decida la Junta General, cada uno indistintamente ostentará las facultades atribuidas por estos Estatutos y por la Ley al Órgano de Administración.

Si se opta por Administradores Mancomunados o Conjuntos, en número de dos a seis, deberán actuar conjuntamente al menos dos de ellos, teniendo las facultades que estos Estatutos y en la Ley se atribuyen al órgano de administración, facultades que tendrá, en su caso, el Administrador Único.

C) Ejecución de los acuerdos

Art. 26. Facultad para certificar. La facultad de certificar las actas corresponde, dependiendo de la forma que adopte el órgano de administración, a las personas designadas por el vigente Reglamento del Registro Mercantil.

Art. 27. Protocolización de acuerdo sociales. La elevación a instrumento público de los acuerdos sociales corresponde a la persona que tenga facultad para certificarlos.

También podrá realizarse por cualquiera de los miembros del Órgano de Administración con nombramiento vigente e inscrito en el Registro Mercantil, cuando hubieren sido expresamente facultados para ello en la escritura social o en la reunión en que se hayan adoptado los acuerdos.

La elevación a instrumento público por cualquier otra persona requerirá el otorgamiento de la oportuna escritura de poder, que podrá ser general para todo tipo de acuerdos en cuyo caso deberá inscribirse en el Registro Mercantil. Este procedimiento no será aplicable para elevar a públicos los acuerdos sociales cuando se tome como base para ello el acta o testimonio notarial de la misma.

Título IV. Ejercicio social

Art. 28. Ejercicio social y cuentas anuales. El ejercicio social comenzará el 1 de enero de cada año y terminará el 31 de diciembre del mismo año.

El Órgano de Administración está obligado a formular en el plazo máximo de tres meses, contados a partir del cierre del ejercicio social, las cuentas anuales, el informe de gestión y la propuesta de aplicación del resultado, así como, en su caso, las cuentas y el informe de gestión consolidados.

Las cuentas anuales comprenderán el balance, la cuenta de pérdidas y ganancias, un estado que refleje los cambios en el patrimonio neto del ejercicio, un estado de flujos de efectivo y la memoria.

Estos documentos, que forman una unidad, deberán ser redactados con claridad y mostrar la imagen fiel del patrimonio, de la situación financiera y de los resultados de la sociedad, de acuerdo con lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital y en el Código de Comercio, y deberán estar firmados por cada uno de los miembros del Órgano de Administración.

Durante el plazo que medie entre la convocatoria y la celebración de la Junta, los socios podrán ejercitar el derecho de información que les concede la Ley. En la convocatoria de la Junta se hará constar expresamente la existencia de este derecho.

Art. 29. Aplicación del resultado. De los beneficios obtenidos en cada ejercicio, una vez cubierta la dotación para reserva legal y demás atenciones legalmente establecidas, se detraerá para fondo de reserva voluntaria el porcentaje que determine la Junta General.

Art. 30. Dividendos. Los socios tendrán derecho a los beneficios repartibles en proporción a sus respectivas participaciones sociales.

Título V. Disolución y liquidación

Art. 31. Disolución. La sociedad se disolverá por las causas legalmente previstas en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 32. Liquidación. Quienes fueran administradores al tiempo de la disolución quedarán convertidos en liquidadores, salvo que, al acordar la disolución, los designe la Junta General.

Durante el período de liquidación los socios continuarán celebrando tantas Juntas Generales como se consideren necesarias, de acuerdo con la legislación en vigor.

Una vez terminada la liquidación, el activo neto resultante, si lo hay, se distribuirá entre los socios conforme a sus participaciones y de acuerdo con lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.”

This text substitutes the prior one which will not have effects any more.

Sixth resolution

The Sole Member resolves to grant discharge to the following category A and category B managers:

- Mr. Marcelo Martins Fonseca, category A manager, with professional address at Paseo de la Castellana, 52, Floor 2B, 28046 Madrid, Spain;

- Mr. Mario Henrique Melillo, category A manager, with professional address at Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain;
- Mr. Enéas Garcia Diniz, category B manager, with professional address at 3400, Avenida Brigadeiro Faria Lima, Itaim Bibi -São Paulo, Brazil;
- Mr. Paulo Penido Pinto Marques, category B manager, with professional address at 3400, Avenida Brigadeiro Faria Lima, Floor 20, 04538-132 Itaim Bibi -São Paulo, Brazil;
- Mr. Alberto Monteiro de Queiroz Netto, category B manager, with professional address at 3400, Avenida Brigadeiro Faria Lima, Floor 20, 04538-132 Itaim Bibi -São Paulo, Brazil;
- Mr. Marco Weijermans, former category B manager with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr. Robert van't Hoeft, former category B manager with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr. Fabrice Rota, former category B manager with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Sole Member approves to amend the current Management Body of the Company replacing the previous Board of Managers with five Joint Directors.

The Sole Member decides to appoint the following people for an indefinite term:

- Mr. Marcelo Martins Fonseca, of Brazilian nationality, of legal age according to his nationality, married, with professional address at Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain and holder of passport of his nationality number CV019805, in force, with Spanish Tax Identity Number Y1040407-Q;
- Mr. Mario Enrique Melillo, of Italian nationality, of legal age according to his nationality, single, with professional address at Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain, and holder of passport of his nationality number F082374, in force with Spanish Tax Identity Number Y0601378-B;
- M. Enéas Garcia Diniz, of Brazilian nationality, of legal age according to this nationality, married, with professional address at Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3400, 20 andar, Itaim Bibi, São Paulo, Brazil and holder of passport of his nationality number CZ087080, in force, whose Spanish Tax Identity Number (NIE) is actually under process to be obtained;
- Mr. Paulo Penido Pinto Marques, of Brazilian nationality, of legal age according to his nationality, married, with professional address at Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3400, 20 andar, Itaim Bibi, São Paulo, Brazil and holder of passport of his nationality CZ614011, in force, whose Spanish Tax Identity Number (NIE) is actually under process to be obtained;
- Mr. Alberto Monteiro de Queiroz Netto, of Brazilian nationality, of legal age according to his nationality, married, with professional address at Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3400, 20 andar, Itaim Bibi, São Paulo, Brazil and holder of passport of his nationality number CY972440, in force, whose Spanish Tax Identity Number (NIE) is actually under process to be obtained.

Seventh resolution

The Sole Member resolves to grant powers of attorney in favor of the following people:

- Mr. Marcelo Martins Fonseca of Brazilian nationality, of legal age according to his nationality, married, with professional address at Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain and holder of passport of his nationality number CV019805, in force, with Spanish Tax Identity Number Y1040407-Q and Mr. Mario Enrique Melillo of Italian nationality, of legal age according to this nationality, single, with professional address at Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Spain, and holder of passport of his nationality number F082374, in force with Spanish Tax Identity Number Y0601378-B, in order to carry out the faculties, individually or jointly and severally, as follows:
 - To incorporate into Public Deed any kind of resolutions adopted by the General Sole Members Meeting and/or the Board of Directors, without any form of exception, taking as a basis the Minutes or the Minutes Book or certification of said agreements, being able to sign any document and carry out any necessary step to register in the Commercial Registry the aforementioned resolutions, in accordance with the Article 108.3 of the Spanish Commercial Registry Regulation currently in force.
 - To appear before the Spanish Notary Public or foreign Notary Public in order to raise into a Public Deed any private document that amends, completes, corrects this Public Deed including rectifications and clarifications to inscribe it in the Commercial Registry of Madrid (Spain).
 - To take whatever actions and steps may be necessary so that the transfer of the registered office of the Company to Spain has full legal effects in Spain, being entitled towards this end to sign, modify, complete, amend and submit whatever applications, authorizations, declarations and other documents before the Spanish Public Authorities, specially before the Spanish Tax Authorities, the General Office of Trade and Investment and the Spanish Ministry of Economy and Finance Spanish.

Eighth resolution

The Sole Member resolves to appoint any employee of Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A. with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting individually in order to execute

on behalf of the Company any and all formalities with the Luxembourg Authorities and especially the formalities related to the de-registration the Company with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Ninth resolution

The Sole Member resolves that the Company will continue its operations as required under the articles of association which remain attached to the present deed. Following the above resolved transfer of the registered address from Luxembourg to Spain, the Company will continue its operations in Spain as Spaniard company on the date on which the public deed of transfer is effective.

Tenth resolution

The Sole Member decides that the resolutions taken in relation with points a, b, c, d, e and f of the agenda of this meeting are taken under the resolutive condition of a refusal of the transfer of the registered office by the Spanish authorities.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quatorze octobre,

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, remplaçant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

- Companhia Siderúrgica Nacional, une société cotée constituée et régie selon les lois du Brésil, ayant son siège social à Rua São José, n. 20, sala 1602, Rio de Janeiro, RJ, Brésil, enregistrée au Castrado Nacional da Pessoa Jurídica de la République Fédérale du Brésil sous le numéro 33.042730/0001-04 et cotée en bourse de São Paulo et de New York sous le signe SID,

ici représentée par Madame Flora Gibert, de nationalité française, majeure selon les lois de sa nationalité, mariée demeurant professionnellement au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, avec numéro de carte d'identité 0911LUX00089, en vertu d'une procuration donnée le 13 octobre 2010.

Companhia Siderúrgica Nacional est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de CSN Energy S.à r.l., ayant son siège social au 9, Parc d'activité Syrdall, L-5365 MÜNSBACH, Grand Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105.484 (ci-après la «Société»). La Société a transféré son siège social des Iles Caïmans au Luxembourg aux termes d'un acte reçu par Maître Joseph Elvinger (précité) en date du 29 Décembre 2004, publié au Mémorial dans le Recueil Spécial C sous le numéro 385 le 27 Avril 2004 (l'«Associé Unique»).

En vertu de l'article 199 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales en vigueur, la Société peut changer de nationalité à l'unanimité des droits de vote de ses associés.

Je, soussigné le NOTAIRE, affirme que la personne présente devant moi a la capacité légale et est bien-fondée à signer cet Acte Notarié; et j'affirme sous ma responsabilité qu'à mon sens elle dispose des pouvoirs nécessaires pour signer en tant qu'acte notarié les résolutions qu'elle me délivre et qui sont incorporées à cet Acte Notarié.

La présente assemblée a pour ordre du jour:

- a) Changement de la dénomination sociale de la Société de CSN Energy S.à r.l. en CSN Minerals, S.L.
- b) Changement de devise du capital social de la Société de Dollars américains en Euros et la fixation du capital social de la Société à compter de ce jour à cent trente-et-un millions six cent quarante-neuf mille neuf cent vingt-six Euros (EUR 131.649.926) réparti en cent trente-et-un millions six cent quarante-neuf mille neuf cent vingt-six (131.649.926) parts sociales avec une valeur nominale de un Euro (1 Euro) chacune.
- c) Transfert du siège social de la Société du 9, Parc d'Activité de Syrdall, L-5365, MÜNSBACH, Grand Duché de Luxembourg, à Paseo de la Castellana 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne.
- d) Adoption de la nationalité espagnole.
- e) Soumission de la Société au droit espagnol et refonte complète des statuts de la Société pour les mettre en conformité avec les lois espagnoles.

f) Décharge à donner aux gérants de catégorie A et de catégorie B de la Société et nomination de Directeurs Communs de la Société.

g) Pouvoir à accorder à Messieurs Marcelo Martins Fonseca et Mario Enrique Melillo pour procéder à toutes les actions et démarches nécessaires en vue du transfert juridique effectif du siège de la Société en Espagne.

h) Pouvoir à donner à quelconque employé de la société Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A. de procéder à l'ensemble des formalités à effectuer auprès des autorités luxembourgeoises et en particulier les formalités à effectuer au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

i) Résolutions à prendre en vertu des points a, b, c, d, e et f de cet ordre du jour sous condition résolutoire de la non autorisation du transfert de siège social par les autorités espagnoles.

j) Divers.

Sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société de CSN Energy S.à.r.l. en CSN MINERALS, S.L. Une copie du certificat émis par le Registre Commercial Central Espagnol concernant la dénomination sociale de la Société est annexée au présent acte.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide du changement de devise de la Société de Dollars américains en Euros sur la base du cours de change USD – EUR (EUR 1= USD 0,7164) telle que applicable par la Banque Centrale Européenne au 14 Octobre 2010 à 14 heures.

A la suite du changement de devise, le capital social de la Société sera dorénavant fixé à cent trente-et-un millions six cent quarante-neuf mille neuf cent vingt-six Euros (131.649.926 Euros) réparti en cent trente-et-un millions six cent quarante-neuf mille neuf cent vingt-six (131.649.926) parts sociales avec une valeur nominale de un Euro (1 Euro) chacune.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la Société du 9, Parc d'Activité de Syrdall, L-5365 MÜNSBACH, Grand-Duché de Luxembourg, à Paseo de la Castellana 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide que la Société adopte avec effet immédiat la nationalité espagnole.

Cinquième résolution

A compter de la date du transfert de la Société du Luxembourg à l'Espagne, la Société sera dorénavant gouvernée par les lois espagnoles, c'est-à-dire par le Décret Législatif Royal 1/2010 du 2 Juillet, lequel approuve, et toute autre réglementation légale applicable et en particulier les statuts.

Afin de mettre la Société en conformité avec le droit espagnol, l'Associé Unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société. Le nouveau texte des statuts est rédigé en espagnol et est énoncé de la façon suivante:

“ESTATUTOS SOCIALES DE LA COMPAÑÍA “CSN MINERALS, S.L.”

Título I. Determinaciones generales

Art. 1. Denominación social. La Sociedad se denominará CSN MINERALS S.L., y se regirá por los presentes Estatutos y en cuanto en ellos no se halle previsto, por las disposiciones legales vigentes y, en particular, por el Real Decreto Legislativo 1/2010, de 2 de julio, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 2. Objeto social. El objeto social comprende la actividad de adquisición, tenencia, gestión y administración de títulos y acciones o de cualquier forma de representación de participaciones en el capital de entidades residentes y no residentes.

Asimismo, la Sociedad podrá llevar a cabo la prestación de servicios financieros tales como la gestión y colocación de los recursos propios y los del grupo empresarial del que forme parte con exclusión de las actividades reservadas por ley a las instituciones de inversión colectiva, a las entidades de financiación, así como lo expresamente reservado por la Ley del Mercado de Valores a las agencias y/o sociedades de valores y bolsa.

Tales actividades podrán ser desarrolladas por la Sociedad bien de forma directa, o bien de cualquier otra forma admitida en Derecho, como la participación en calidad de socio y/o accionista en otras entidades de objeto idéntico o análogo.

Quedan excluidas todas aquellas actividades para cuyo ejercicio la ley exija requisitos especiales hasta tanto no sean cumplidos por la Sociedad.

Si las disposiciones legales exigiesen para el ejercicio de alguna de las actividades comprendidas en el objeto social algún título profesional, o autorización administrativa, o inscripción en registro público, dicha actividad deberá realizarse

por medio de persona que ostente dicha titularidad profesional y, en su caso, no podrá iniciarse antes de que se hayan cumplido los requisitos administrativos exigidos.

Art. 3. Domicilio social. La Sociedad tiene su domicilio en Paseo de la Castellana número 52, Planta 2B Madrid, 28046 (España).

Previo acuerdo de la Junta General, el domicilio podrá ser trasladado a cualquier otro punto del territorio nacional. El Órgano de Administración podrá acordar el traslado del domicilio social dentro del mismo término municipal, así como la creación de Agencias, Sucursales, Delegaciones, Filiales y Corresponsalías tanto en territorio nacional como en el extranjero.

Art. 4. Duración. La Sociedad tiene duración indefinida y continuará sus operaciones en España como compañía española desde el día de la firma de la correspondiente escritura de traslado de domicilio.

Título II. Capital social y participaciones

Art. 5. Capital social. El capital social se fija en la suma de 131.649.926 euros, representado por 131.649.926 participaciones sociales, numeradas correlativamente del 1 al 131.649.926 ambos inclusive, de 1 Euro de valor nominal cada una de ellas, iguales, acumulables e indivisibles, que no podrán incorporarse a títulos negociables ni denominarse acciones.

Art. 6. Participaciones sociales. Las participaciones sociales no se representarán en ningún caso por títulos especiales, nominativos o al portador, ni se expedirán tampoco resguardos provisionales acreditativos de una o varias participaciones sociales. El único título de propiedad está constituido por la escritura fundacional, o por las escrituras que se otorguen en casos de ampliación de capital.

Y en caso de transmisión inter vivos o mortis causa, por el documento público correspondiente.

Las certificaciones del Libro Registro de Socios en ningún caso sustituirán al título público de adquisición.

Art. 7. Transmisión de participaciones. En la transmisión de participaciones sociales se aplicará lo dispuesto en la Ley. La transmisión de participaciones sociales se formalizará en documento público y se comunicará a la Sociedad, por escrito, indicando el nombre o denominación social, nacionalidad y domicilio del nuevo socio, sin cuyo requisito no podrá el adquirente pretender el ejercicio de los derechos que le correspondan en la Sociedad.

Art. 8. Derechos de los socios. Cada participación social otorga a su propietario la condición de socio y le confiere los derechos recogidos en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 9. Libro registro de socios. La Sociedad llevará un Libro Registro de Socios, en el que se inscribirán sus circunstancias personales, las participaciones sociales que cada uno de ellos posea y la constitución de derechos reales y otros gravámenes sobre las mismas y las variaciones que se produzcan. Cualquier socio podrá consultar este Libro Registro, que estará bajo el cuidado y responsabilidad del Órgano de Administración. El socio tiene derecho a obtener una certificación de sus participaciones en la Sociedad, así como el nombre de los titulares de derechos reales o de gravámenes que pesen sobre las mismas y que figuren en el Libro Registro.

Art. 10. Participación pro indiviso. Las participaciones son indivisibles.

Siempre que una participación social pertenezca pro indiviso a varias personas, éstas habrán de designar la que haya de ejercitar los derechos inherentes a esa participación. A pesar de ello, y en caso de incumplirse las obligaciones derivadas de la condición de socio, responderán solidariamente todos los comuneros.

Art. 11. Prenda, Embargo y usufructo. En los casos de prenda y embargo de participaciones sociales, se observará lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.

En caso de usufructo de participaciones, la cualidad de socio reside en el nudo propietario. En las relaciones entre el usufructuario y el nudo propietario regirá lo que determine el título constitutivo del usufructo y, en su defecto, lo dispuesto en la legislación civil aplicable.

Título III. Órganos de la sociedad

Art. 12. Órganos de la sociedad. Los órganos de la sociedad son:

- a) La Junta General.
- b) El Órgano de Administración, que podrá adoptar cualquiera de las formas que luego se establecen, mediante acuerdo de la Junta General

A) Junta general

Art. 13. Junta general. Los socios, reunidos en Junta General, decidirán por la mayoría legal o estatutariamente establecida, en los asuntos propios de la competencia de la Junta.

Art. 14. Adopción de acuerdos. Cada participación social da derecho a un voto.

Los acuerdos se adoptarán por mayoría de votos válidamente emitidos, siempre que representen, al menos, un tercio de los votos correspondientes a las participaciones sociales en que se divida el capital social. No se computarán los votos en blanco.

El aumento o la reducción del capital social y, en general, cualquier otra modificación de los Estatutos Sociales requerirá el voto favorable de más de la mitad de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

La transformación, la fusión, la escisión, la cesión global de activo y pasivo, el traslado de domicilio al extranjero, la supresión o limitación del derecho de suscripción preferente en los aumentos de capital, la exclusión de socios y la autorización para que el Órgano de Administración de la Sociedad pueda dedicarse, por cuenta propia o ajena, al mismo, análogo o complementario género de actividades al que constituya el objeto social, requerirá el voto favorable de al menos dos tercios de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

Art. 15. Celebración anual de junta. Los administradores convocarán la Junta General Ordinaria para su celebración dentro de los seis primeros meses de cada ejercicio con el fin de censurar la gestión social, aprobar, en su caso, las cuentas del ejercicio anterior y resolver sobre la aplicación del resultado.

Art. 16. Convocatoria. La Junta General será convocada por el Órgano de Administración, por escrito que asegure la recepción de la misma, dirigido a cada uno de los socios al domicilio que figure en el Libro Registro de Socios. La comunicación deberá contener el nombre de la sociedad, la fecha y hora de la reunión así como el orden del día, en el que figurarán los asuntos a tratar, debiendo figurar también el nombre de la persona o personas que realizan la comunicación.

Entre la convocatoria y la fecha prevista para la celebración de la reunión, deberá existir un plazo de, al menos, quince días. El plazo se computará a partir de la fecha en la que hubiera sido remitido el anuncio al último socio.

El Órgano de Administración convocará la Junta siempre que lo considere necesario o conveniente, y en todo caso, cuando lo soliciten uno o varios socios que representen, al menos, el cinco por ciento del capital social, debiéndose expresar en la solicitud los asuntos a tratar en la Junta. En este caso, la Junta General deberá ser convocada para su celebración dentro del mes siguiente a la fecha en que se hubiere requerido notarialmente al Órgano de Administración para convocarla, debiendo incluirse necesariamente en el Orden del Día los asuntos que hubiesen sido objeto de solicitud.

Art. 17. Constitución de la junta. La Junta quedará válidamente constituida cuando concurran a ella, presentes o representados, un número de socios que hagan posible la adopción de acuerdos conforme a las mayorías fijadas en el artículo 14 de estos Estatutos.

Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo anterior, la Junta quedará válidamente constituida, sin necesidad de convocatoria previa si encontrándose reunidos, presentes o representados, los socios representativos de la totalidad del capital social, aceptan por unanimidad la celebración de la reunión y el orden del día de la misma.

Art. 18. Derecho de asistencia a las juntas. Todos los socios tienen derecho a asistir a la Junta General. Los administradores deberán asistir a la Junta General.

Art. 19. Representación. Todo socio puede hacerse representar en la Junta General por medio de otra persona.

La representación deberá conferirse por escrito y con carácter especial para cada Junta.

Quedan a salvo los supuestos específicos previstos en la Ley.

Art. 20. Presidencia de la junta. Actuarán como Presidente y Secretario de la Junta, cualesquiera de los Administradores, y en su defecto, aquellas personas designadas por los socios asistentes a la reunión.

Los acuerdos adoptados se consignarán en acta en la que figurará la lista de asistentes, y que será aprobada bien por la misma Junta al final de la reunión o, en su defecto y dentro del plazo de quince días siguientes a la celebración de la Junta, por el Presidente de la Junta General o por persona autorizada a actuar como tal en dicha Junta y por dos socios interventores, uno en representación de la mayoría y otro por la minoría.

El acta, una vez aprobada, será firmada por el Secretario de la reunión, con el Visto Bueno del Presidente.

B) Órgano de administración

Art. 21. Administración. La sociedad será administrada y representada por el Órgano de Administración, que podrá ser un Administrador Único, dos o más Administradores Solidarios o Mancomunados o un Consejo de Administración, que tendrá un mínimo de tres y un máximo de doce miembros.

Será la Junta General la que determinará el sistema de administración adoptado, así como, en su caso, el número de componentes del Consejo de Administración entre el mínimo y el máximo establecido. Igualmente, la Junta General podrá variar el sistema de administración o el número de componentes del Consejo, dentro de los límites establecidos, sin modificar los presentes Estatutos.

Art. 22. Representación y facultades. El Órgano de Administración ostentará, la representación de la Sociedad ante los Tribunales y fuera de ellos, extendiéndose a todos los asuntos pertenecientes al giro o tráfico de la empresa.

En consecuencia, podrá adoptar cualquier medida y celebrar los contratos necesarios para llevar a cabo el objeto social, incluyéndose aquéllos que entrañen adquisición o disposición de cualquier clase de bienes muebles e inmuebles, así como la creación y cancelación de derechos reales; y en general resolver sobre cualquier asunto comprendido en el ámbito de las operaciones que la Sociedad pueda realizar. La competencia del Órgano de Administración se extiende a toda clase de asuntos sin limitación, a excepción de aquéllos que por Ley están reservados a la competencia de la Junta General.

Cualquier limitación de las facultades representativas del Órgano de Administración, tanto si vinieren impuestas por los Estatutos, como si se derivaren de decisiones de la Junta General, serán ineficaces frente a terceros. Ello sin perjuicio de su validez y de la responsabilidad en que incurra dicho Órgano frente a la sociedad por su extralimitación, por el abuso de facultades o por la realización de actos no comprendidos en el objeto social que obliguen a la sociedad de conformidad con lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 23. Nombramiento, Separación de administradores y duración del cargo. Para ser Administrador no se requerirá la condición de socio de la Compañía. El nombramiento y separación de cada uno de los administradores (que podrá ser acordado en cualquier momento) será competencia de la Junta General y la separación podrá ser acordada aún cuando no figure en el orden del día, con el voto favorable de dos tercios de los votos correspondientes a las participaciones en que se divida el capital social.

La duración del cargo será por tiempo indefinido. No podrán ser nombrados Administradores quienes se hallaren comprendidos en causa de incapacidad o de incompatibilidad legal para ejercer el cargo, especialmente las determinadas por las Leyes de Incompatibilidades y las generales establecidas por la Ley.

Art. 24. Consejo de administración. Cuando la sociedad sea regida, administrada y representada por un Consejo de Administración, el mismo estará compuesto de tres Consejeros como mínimo y doce como máximo, elegidos por la Junta General, que decidirá el número exacto de ellos. El Consejo se reunirá siempre que lo solicite un Consejero mediante carta certificada dirigida al Presidente o lo acuerde el Presidente, a quien corresponde convocarlo. Si se hace a instancia de un Consejero, el Presidente deberá convocarlo dentro del plazo máximo de quince días, desde la recepción de la solicitud.

La convocatoria se hará por escrito que asegure la recepción de la misma, dirigido por el Presidente, donde se expresará el día, hora y lugar de la reunión, con el Orden del Día.

Deberá mediar un plazo mínimo de cinco días entre la convocatoria y la fecha de la reunión.

El Consejo de Administración quedará válidamente constituido cuando concurren, presentes o representados, el número de consejeros previstos en los estatutos, siempre que alcancen, como mínimo la mayoría de los vocales.

Los acuerdos se tomarán por mayoría absoluta de los consejeros asistentes o debidamente representados en la reunión, salvo que a Ley exija otra mayoría reforzada.

Se admitirá la votación por escrito y sin sesión cuando ningún miembro del Consejo se oponga al procedimiento.

El Presidente abrirá la sesión y dirigirá los debates, concediendo el uso de palabra a los asistentes.

El Consejo regulará su propio funcionamiento y nombrará entre sus miembros, si no lo hace la Junta General de Socios, al Presidente y si lo estima oportuno, uno o varios Vicepresidentes. Asimismo, y si no lo hace la Junta General de Socios, elegirá un Secretario, y si lo cree conveniente, un Vicesecretario, que podrán no ser consejeros, en cuyo caso tendrán voz pero no voto.

El Consejo puede delegar permanentemente todas o algunas de sus facultades, excepto aquéllas que no sean delegables por imperativo legal, a favor de uno o más Consejeros Delegados, así como otorgar apoderamientos generales o especiales y revocar tales nombramientos o apoderamientos.

Los acuerdos se llevarán a un Libro de Actas, cuyas actas serán firmadas por el Secretario y el Presidente.

Art. 25. Administradores solidarios o mancomunados y administrador único. Cuando la sociedad sea regida, administrada y representada por los Administradores Solidarios, en número de dos a cuatro, según decida la Junta General, cada uno indistintamente ostentará las facultades atribuidas por estos Estatutos y por la Ley al Órgano de Administración.

Si se opta por Administradores Mancomunados o Conjuntos, en número de dos a seis, deberán actuar conjuntamente al menos dos de ellos, teniendo las facultades que estos Estatutos y en la Ley se atribuyen al órgano de administración, facultades que tendrá, en su caso, el Administrador Único.

C) Ejecución de los acuerdos

Art. 26. Facultad para certificar. La facultad de certificar las actas corresponde, dependiendo de la forma que adopte el órgano de administración, a las personas designadas por el vigente Reglamento del Registro Mercantil.

Art. 27. Protocolización de acuerdos sociales. La elevación a instrumento público de los acuerdos sociales corresponde a la persona que tenga facultad para certificarlos.

También podrá realizarse por cualquiera de los miembros del Órgano de Administración con nombramiento vigente e inscrito en el Registro Mercantil, cuando hubieren sido expresamente facultados para ello en la escritura social o en la reunión en que se hayan adoptado los acuerdos.

La elevación a instrumento público por cualquier otra persona requerirá el otorgamiento de la oportuna escritura de poder, que podrá ser general para todo tipo de acuerdos en cuyo caso deberá inscribirse en el Registro Mercantil. Este procedimiento no será aplicable para elevar a públicos los acuerdos sociales cuando se tome como base para ello el acta o testimonio notarial de la misma.

Titulo IV. Ejercicio social

Art. 28. Ejercicio social y cuentas anuales. El ejercicio social comenzará el 1 de enero de cada año y terminará el 31 de diciembre del mismo año.

El Órgano de Administración está obligado a formular en el plazo máximo de tres meses, contados a partir del cierre del ejercicio social, las cuentas anuales, el informe de gestión y la propuesta de aplicación del resultado, así como, en su caso, las cuentas y el informe de gestión consolidados.

Las cuentas anuales comprenderán el balance, la cuenta de pérdidas y ganancias, un estado que refleje los cambios en el patrimonio neto del ejercicio, un estado de flujos de efectivo y la memoria.

Estos documentos, que forman una unidad, deberán ser redactados con claridad y mostrar la imagen fiel del patrimonio, de la situación financiera y de los resultados de la sociedad, de acuerdo con lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital y en el Código de Comercio, y deberán estar firmados por cada uno de los miembros del Órgano de Administración.

Durante el plazo que medie entre la convocatoria y la celebración de la Junta, los socios podrán ejercitar el derecho de información que les concede la Ley. En la convocatoria de la Junta se hará constar expresamente la existencia de este derecho.

Art. 29. Aplicación del resultado. De los beneficios obtenidos en cada ejercicio, una vez cubierta la dotación para reserva legal y demás atenciones legalmente establecidas, se detraerá para fondo de reserva voluntaria el porcentaje que determine la Junta General.

Art. 30. Dividendos. Los socios tendrán derecho a los beneficios repartibles en proporción a sus respectivas participaciones sociales.

Titulo V. Disolución y liquidación

Art. 31. Disolución. La sociedad se disolverá por las causas legalmente previstas en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 32. Liquidación. Quienes fueran administradores al tiempo de la disolución quedarán convertidos en liquidadores, salvo que, al acordar la disolución, los designe la Junta General.

Durante el período de liquidación los socios continuarán celebrando tantas Juntas Generales como se consideren necesarias, de acuerdo con la legislación en vigor.

Una vez terminada la liquidación, el activo neto resultante, si lo hay, se distribuirá entre los socios conforme a sus participaciones y de acuerdo con lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.”

Ce texte remplace le précédent qui devient sans effet.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'accorder aux gérants de catégorie A et aux gérants de catégorie B suivants, décharge:

- M. Marcelo Martins Fonseca, gérant de catégorie A, demeurant professionnellement à Paseo de la Castellana, 52, Floor 2B, 28046 Madrid, Espagne;
- M. Mario Henrique Melillo, gérant de catégorie A, demeurant professionnellement à Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne;
- M. Enéas Garcia Diniz, gérant de catégorie B, demeurant professionnellement au 3400, Avenida Brigadeiro Faria Lima, Itaim Bibi -São Paulo, Brésil;
- M. Paulo Penido Pinto Marques, gérant de catégorie B, demeurant professionnellement au 3400, Avenida Brigadeiro Faria Lima, Floor 20, 04538-132 Itaim Bibi - São Paulo, Brésil;
- M. Alberto Monteiro de Queiroz Netto, gérant de catégorie B, demeurant professionnellement au 3400, Avenida Brigadeiro Faria Lima, Floor 20, 04538-132 Itaim Bibi -São Paulo, Brésil;
- M. Marco Weijermans, ancien gérant de catégorie B, demeurant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;
- M. Robert van't Hoeft, ancien gérant de catégorie B, demeurant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;
- M. Fabrice Rota, ancien gérant de catégorie B, demeurant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

L'Associé Unique décide d'amender l'actuel Organe de Gestion de la Société en remplaçant le précédent Conseil de Gestion par cinq Directeurs Communs.

L'Associé Unique décide de nommer les personnes suivantes pour un mandat de durée indéterminée:

- M. Marcelo Martins Fonseca, de nationalité brésilienne, majeur selon les lois de sa nationalité, marié, demeurant professionnellement à Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro CV019805, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal (NIE) est Y1040407-Q;

- M. Mario Enrique Melillo, de nationalité italienne, majeur selon les lois de sa nationalité, célibataire, demeurant professionnellement à Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne, et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro F082374, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal (NIE) est Y0601378-B;
- M. Enéas Garcia Diniz, de nationalité brésilienne, majeur selon les lois de sa nationalité, marié, demeurant professionnellement Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3400, 20 andar, Itaim Bibi, São Paulo, Brésil et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro CZ087080, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal (NIE) est (NIE) en cours d'obtention;
- M. Paulo Penido Pinto Marques, de nationalité brésilienne, majeur selon les lois de sa nationalité, marié, demeurant professionnellement Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3400, 20 andar, Itaim Bibi, São Paulo, Brésil et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro CZ614011, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal (NIE) est (NIE) en cours d'obtention;
- M. Alberto Monteiro de Queiroz Netto, de nationalité Brésilienne, majeur selon les lois de sa nationalité, marié, demeurant professionnellement Avenida Brigadeiro Faria Lima, 3400, 20 andar, Itaim Bibi, São Paulo, Brésil et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro CY972440, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal (NIE) est (NIE) en cours d'obtention.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de donner mandat aux personnes suivantes:

- M. Marcelo Martins Fonseca de nationalité brésilienne, majeur selon les lois de sa nationalité, marié, demeurant professionnellement à Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro CV019805, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal est Y1040407-Q et M. Mario Enrique Melillo de nationalité italienne, majeur selon les lois de sa nationalité, célibataire, demeurant professionnellement à Paseo de la Castellana, 52, Planta 2B, 28046 Madrid, Espagne, et détenteur d'un passeport de sa nationalité portant le numéro F082374, en cours de validité, et dont le numéro d'assujetti fiscal est Y0601378-B, aux fins d'entreprendre leurs missions individuellement ou conjointement et solidairement, comme suit:
- Pour incorporer dans un Acte Notarié toute sorte de résolutions adoptées par l'Assemblée Générale de l'Associé Unique et /ou par le Conseil de Direction, sans exception, en prenant pour base les Minutes ou le Recueil des Minutes ou les certifications de conventions orales, avec pouvoir de signer tout document et d'entreprendre toute démarche nécessaire pour enregistrer dans le Registre Commercial les résolutions précédemment énoncées en accord avec l'article 108.3 du Règlement du Registre Commercial Espagnol actuellement en vigueur.
- Pour se présenter devant le Notaire Espagnol ou le Notaire Etranger en vue de constituer en Acte Notarié tout document privé qui amende, complète ou corrige cet Acte Notarié, y compris les rectifications et clarifications à inscrire dans le Registre de Commerce de Madrid (Espagne).
- D'entreprendre toutes actions et démarches qui pourraient être nécessaire à l'efficacité juridique du transfert du siège social de la Société en Espagne, étant pour ce faire habilité à signer, modifier, compléter, amender et soumettre toute demande, autorisation, déclaration ou autre document auprès des Autorités Publiques Espagnoles, en particulier l'Administration Fiscale Espagnole, la Chambre de Commerce et le Ministère de l'Economie et des Finances Espagnol.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de nommer quelconque employé de la société Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A. demeurant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, agissant individuellement afin de procéder pour le compte de la Société à l'ensemble des formalités auprès des autorités luxembourgeoises et en particulier les formalités de radiation de la Société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide que la Société continuera ses opérations comme imposé par les statuts.

A la suite du transfert de siège social du Luxembourg en Espagne, la Société va continuer ses opérations en Espagne en tant que société espagnole à la date à laquelle l'acte notarié de transfert sera effectif.

Dixième résolution

L'Associé Unique décide que les résolutions prises en relations avec les points a, b, c, d, e et f de l'ordre du jour de cette assemblée sont prises sous condition résolutoire de refus du transfert du siège social par les autorités espagnoles.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille cinq cents EUROS (EUR 1.500,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

125508

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 20 octobre 2010. Relation LAC/2010/45919. Reçu soixante-quinze euros (75,00 euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010145214/733.

(100166633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2010.

Damart T.S.D., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1610 Luxembourg, 48, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 66.714.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 juillet 2010 de la société sise en Belgique prend acte de la démission de Monsieur Michel LEIT de son mandat d'administrateur.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 juillet 2010 décide de nommer Madame Françoise BURLET, née le 2 juin 1965 à Namur (B), demeurant 36, Essendallaan, B-1800 Vilvoorde comme administrateur en remplacement de Monsieur Michel LEIT. Madame Françoise BURLET est également nommée comme nouveau Président du Conseil d'administration en remplacement de Monsieur Patrick SEGHN.

Luxembourg, le 19 octobre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010142434/15.

(100162938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

De Natura Rerum Holdings S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 122.236.

—
En date du 25 octobre 2010, Maître Sabrina MARTIN, demeurant à L-2520 LUXEMBOURG, 21-25, Allée Scheffer, a mis fin, avec effet immédiat, à la convention de domiciliation conclue en date du 6 juillet 2010 avec la société DE NATURA RERUM HOLDINGS S.A., avec siège social à L-2520 Luxembourg, 21-25, Allée Scheffer, R.C. Luxembourg B 122.236.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 octobre 2010.

Sabrina MARTIN.

Référence de publication: 2010142436/11.

(100163088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

A1 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 39.610,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 146.682.

—
In the year two thousand and ten, on the seventh of October.

Before US Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Landmark Retail Holdings 1 Limited, a limited liability company incorporated and governed by the laws of British Virgin Islands, having its registered office at 325, Waterfront Drive, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and registered with the Trade Register of the British Virgin Islands under number 1437617;

here represented by Régis Galiotto, with professional address at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented by its proxy holder, has requested the notary to state as follows:

I. The appearing person is currently the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of A1 Investment S.à r.l., having its registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146.682 and incorporated by a deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, on Mai 27, 2009, published in the Memorial, Recueil Spécial C number 1325 on July 9, 2009 (the "Company").

II. That the agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of twentyseven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) to thirty-nine thousand six hundred ten Euros (EUR 39,610) by issuing twenty-seven thousand one hundred and ten (27,110) new shares with a par value of one Euro (EUR 1) each and an aggregate par value of twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110);

2. Subscription by the Sole Shareholder to twenty-seven thousand one hundred and ten (27,110) new shares with a par value of one Euro (EUR 1) each and an aggregate par value of twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110), by means of a payment in cash amounting to twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110);

3. Amendment of Article 6 of the Company's articles of association to give it the following content:

“ **Art. 6.** The capital is set at to thirty-nine thousand six hundred ten Euros (EUR 39,610) divided into thirty-nine thousand six hundred ten (39,610) share quotas of one Euro (EUR 1) each”;

4. Miscellaneous.

III. That, on basis of the agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions after deliberation:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital to the extent of twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) to thirty-nine thousand six hundred ten Euros (EUR 39,610) by issuing twenty-seven thousand one hundred and ten (27,110) new shares with a par value of one Euro (EUR 1) each and an aggregate par value of twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110), all vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon the Sole Shareholder declares through its proxy holder to subscribe to twenty-seven thousand one hundred and ten (27,110) new shares, with a par value of one Euro (EUR 1) each and an aggregate par value of twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110), and to fully pay them up by means of a payment in cash amounting to twenty-seven thousand one hundred and ten Euros (EUR 27,110).

Evidence of the wired monies has been given to the undersigned Notary by the presentation of a copy of the blocking certificate issued by the bank keeping the Company's bank accounts.

The undersigned notary accepted that proof and considered it as sufficient to evidence that the funds were indeed wired on the Company's bank accounts.

Second resolution

Pursuant to the above increase of capital, the Sole Shareholder resolves to amend Article 6 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The capital is set at to thirty-nine thousand six hundred ten Euros (EUR 39,610) divided into thirty-nine thousand six hundred ten (39,610) share quotas of one Euro (EUR 1) each”;

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, she signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix le sept octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Landmark Retail Holdings 1 Limited, une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au 325, Waterfront Drive, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et enregistrée au Registre de Commerce des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 1437617;

ici représentés par Régis Galiotto, demeurant professionnellement au luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante représentée par son mandataire a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est actuellement l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de A1 Investment S.à r.l., ayant son siège social au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146.682 et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Paul Decker notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1325 en date du 9 juillet 2009 (la «Société»).

II. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) à trente-neuf mille six-cent dix Euros (EUR 39.610) par l'émission de vingt-sept mille cent dix (27.110) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, et une valeur nominale totale de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110);

2. Souscription par l'Associé Unique de vingt-sept mille cent dix (27.110) nouvelles parts sociales, disposant d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, et d'une valeur nominale totale de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110), et de les libérer entièrement au moyen d'un paiement réalisé en numéraire d'un montant de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110);

3. Modification de l'article 6 des statuts de la Société, pour lui donner le contenu suivant:

« Le capital social est fixé à trente-neuf mille six-cent dix Euros (EUR 39.610) représenté par trente-neuf mille six-cent dix (39.610) parts sociales d'un Euro (EUR 1) chacune.»;

4. Divers.

III. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique, après avoir délibérée, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) à trente-neuf mille six-cent dix Euros (EUR 39.610) par l'émission de vingt-sept mille cent dix (27.110) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, et une valeur nominale totale de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110), et disposant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Intervention - Souscription - Paiement

L'Associé Unique déclare, par le biais de son mandataire, souscrire aux (27.110) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, et une valeur nominale totale de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110), et de les libérer entièrement au moyen d'un paiement réalisé en numéraire d'un montant de vingt-sept mille cent dix Euros (EUR 27.110).

Preuve des fonds virés a été délivrée au notaire soussigné par la remise d'une copie du certificat de blocage de fonds émis par la banque détenant les comptes de la Société.

Le notaire soussigné a accepté cette preuve et l'a considérée comme suffisante afin de prouver que les fonds ont effectivement été virés sur les comptes de la Société.

Deuxième résolution

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à trente-neuf mille six-cent dix Euros (EUR 39.610) représenté par trente-neuf mille six-cent dix (39.610) parts sociales d'un Euro (EUR 1) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 12 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44641. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 25 octobre 2010.

Référence de publication: 2010142625/136.

(100163442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Den Beckleck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 58.775.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/12/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010142437/10.

(100163168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Den Beckleck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 58.775.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/10/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010142438/10.

(100163169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

TRE PIU UNO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Enseigne commerciale: Delirio Culinario S.à r.l.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 23, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 156.322.

STATUTS

L'an deux mille dix, le cinq octobre.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Oronzo BELLANIMA, indépendant, demeurant à L-5316 Contern, 19, rue de Syren.
2. Monsieur Francesco RENNA, cuisinier, demeurant à L-5868 Alzingen, 2, rue Jean Steichen.
3. Monsieur Graziano TEOFILO, aide cuisinier, demeurant à L-1363 Howald, 6, rue du Couvent.
4. Monsieur Fernando Eduardo CAROCHA REBELO DA SILVA ROLO, serveur, demeurant à L-5943 Itzig, 2, rue Jean-Pierre Lanter.

Lesquels comparants déclarent vouloir constituer entre eux une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, à ces fins, arrêtent les statuts suivants:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de «TRE PIU UNO S.à r.l.» ayant comme enseigne commerciale «Delirio Culinario S.à r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés à prendre conformément aux dispositions de l'article 9 (2) des statuts.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec l'achat et la vente des articles de la branche, ainsi que toutes opérations mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser son développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) EUROS représenté par CENT PARTS SOCIALES (100) de CENT VINGT CINQ (EUR 125,-) EUROS, chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

1. Monsieur Oronzo BELLANIMA, prredit	25 parts
2. Monsieur Francesco RENNA, prredit	25 parts
3. Monsieur Graziano TEOFILO, prredit	25 parts
4. Monsieur Fernando Eduardo CAROCHA REBELO DA SILVA ROLO, prredit	25 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100 parts

Les associés reconnaissent que le capital de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 6. Les cessions entre vifs des parts sociales à des tiers, ainsi que leur transmission pour cause de mort à quelque héritier ou légataire que ce soit, fût-il réservataire ou légal, sont subordonnées à l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social pour les cessions entre vifs et les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants pour leur transmission à cause de mort.

La cession entre vifs des parts sociales ainsi que leur transmission pour cause de mort à des associés est libre.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article (1690) du Code Civil.

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre deux mille dix.

Art. 11. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de HUIT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 850,-).

Assemblée générale extraordinaire

Présentement les associés de la société à responsabilité limitée ci-avant constituée, et représentant l'intégralité du capital social, réunis en assemblée générale, ont pris à l'unanimité, les décisions suivantes:

Est nommé gérant technique de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Francesco RENNA, prredit.

Est nommé gérant administratif de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Oronzo BELLANIMA, prredit.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes des deux gérants.

L'adresse du siège social de la société est établie à L-1536 Luxembourg, 23, rue du Fossé.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bellanima; Renna; Carocha Rebelo da Silva Rolo; Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 octobre 2010. Relation: EAC/2010/12071. Reçu SOIXANTE-QUINZE EUROS (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010144151/88.

(100165455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2010.

Dessine-Moi un Jardin Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4961 Clemency, 2C, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 107.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2010142439/13.

(100163014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Effen Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 122.212.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2010.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010142440/12.

(100162593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Effen Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 122.212.

Le bilan au 10 novembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2010.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010142441/12.

(100162594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Espace Carré d'Or S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 146, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 136.872.

Les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010142442/13.

(100163235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Villerton Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 85.048.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 octobre 2010

- L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg avec effet immédiat;

- L'Assemblée accepte la démission des membres du conseil d'administration actuellement en fonction soit Monsieur Tiziano Arcangeli, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Monsieur Pierfrancesco Ambrogio, employé privé, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et Madame Helena Tonini-Di Vito, employée privée, demeurant professionnellement au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

- L'Assemblée décide de nommer administrateurs avec effet immédiat, en remplacement des administrateurs démissionnaires:

* Monsieur Gerard Van Hunen, né le 15 septembre 1967 à S-Gravenhage (NL), demeurant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

* Lux Business Management Sàrl, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 79.709, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

* Lux Konzern Sàrl, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 80.993, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Les nouveaux administrateurs termineront le mandat de leurs prédécesseurs.

Luxembourg, le 20 octobre 2010.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010143717/29.

(100164055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Espace Carré d'Or S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 146, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 136.872.

Les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 octobre 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010142443/13.

(100163240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Eliu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 137.147.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

125515

ELIU S.A.
Régis DONATI / Alexis DE BERNARDI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010142444/12.

(100162606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Entreprise de Construction Lemos Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 147, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 54.989.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
Signature

Référence de publication: 2010142445/11.

(100163001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

ZERRENHAFF, zivilrechtliche Gesellschaft, Société Civile.

Siège social: L-8710 Boevange-sur-Attert, 23, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg E 303.

L'an deux mille dix, le trente septembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Léon WAMPACH, cultivateur, né à Luxembourg, le 28 mai 1952, demeurant à L-8710 Boevange/Attert, 23, rue de la Gare,

détenteur de cent vingt et une (121) parts sociales.

2.- Monsieur Steve WAMPACH, chauffeur de bus, né à Luxembourg, le 24 août 1978, demeurant à L-7447 Lintgen, 99, route de Fischbach,

détenteur de cent vingt et une (121) parts sociales.

Les comparants préqualifiés, agissant en leur qualité de seuls associés de la société civile "ZERRENHAFF, zivilrechtliche Gesellschaft" (numéro d'identité 2004 70 00 700), avec siège social à L-8710 Boevange/Attert, 23, rue de la Gare, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro E 303, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 mars 2004, publié au Mémorial C, numéro 570 du 3 juin 2004,

ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. - Partage - Attribution de parts sociales

Suivant acte de séparation de biens avec liquidation reçu par le notaire instrumentant en date du 14 juin 2004, les cent vingt et une (121) parts sociales souscrites ensemble par les époux Léon WAMPACH - Michelle ADAM lors de la constitution de la prédite société civile "ZERRENHAFF, zivilrechtliche Gesellschaft" ont été attribuées pour la totalité à Monsieur Léon WAMPACH, préqualifié sub 1.-.

II. - Cession de parts sociales

Monsieur Steve WAMPACH, préqualifié sub 2.-, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, cent vingt (120) parts sociales qu'il détient dans la prédite société civile "ZERRENHAFF, zivilrechtliche Gesellschaft" à Monsieur Léon WAMPACH, préqualifié sub 1.-, qui accepte.

Conformément à l'article 1690 du Code Civil, la société civile "ZERRENHAFF, zivilrechtliche Gesellschaft", préqualifiée, ici représentée par ses deux gérants Messieurs Léon WAMPACH et Steve WAMPACH, déclare accepter la présente cession.

Le cessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à partir de ce jour.

Le cessionnaire participera aux bénéfices et pertes à partir de ce jour.

Le cessionnaire déclare parfaitement connaître les statuts et la situation financière de la société et renonce à toute garantie de la part du cédant.

Après la prédite cession, les deux cent quarante-deux (242) parts sociales se répartissent comme suit:

1) Monsieur Léon WAMPACH, préqualifié, deux cent quarante et une parts sociales	241
2) Monsieur Steve WAMPACH, préqualifié, une part sociale	1
Total: deux cent quarante-deux parts sociales	242

III. - Assemblée générale extraordinaire

Ensuite Messieurs Léon WAMPACH et Steve WAMPACH, seuls associés de la société civile "ZERRENHAFF, zivil-rechtliche Gesellschaft", ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Afin de tenir compte de ce qui précède, les associés décident de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Das gesamte Gesellschaftskapital beträgt zweihundertzweiundvierzigtausend Euro (€ 242.000,-), und ist eingeteilt in zweihundertzweiundvierzig (242) Anteile von je eintausend Euro (€ 1.000,-).

Das Gesellschaftskapital kann durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter erhöht oder vermindert werden."

Deuxième résolution

Les associés décident d'accepter la démission de Monsieur Steve WAMPACH comme gérant de la société et de lui donner décharge pour l'exécution de son mandat.

En conséquence, Monsieur Léon WAMPACH est actuellement gérant unique de la société, avec pouvoir d'engager valablement la société en toutes circonstances par sa signature individuelle.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à neuf cents euros (€ 900,-).

Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite; être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte,

Signé: L. WAMPACH, S. WAMPACH, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 8 octobre 2010. Relation: CAP/2010/3498. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 19 octobre 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2010142577/72.

(100162661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Epsilon Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.609.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010142446/10.

(100163155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Euro - Celtique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 17.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

125517

Pour la société: Euro - Celtique

Signature

Référence de publication: 2010142447/12.

(100162839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Consol S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 33.000,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 141.570.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée
générale annuelle tenue en date du 30 août 2010*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 30 août 2010, que:

1. L'assemblée décide de renouveler les mandats d'Administrateurs de Monsieur Dietmar Schwenn et de Monsieur François Georges jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

2. L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Edouard Georges de ses mandats d'Administrateur et Administrateur-délégué avec effet au 26 août 2010.

3. L'assemblée décide de nommer Monsieur Alvaro Carnevale, employé privé, né à Metz, le 4 juillet 1964, demeurant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, en qualité d'Administrateur de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016, et de renouveler les mandats d'Administrateurs de Monsieur Dietmar Schwenn et de Monsieur François Georges jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

4. L'assemblée décide de nommer Monsieur François Georges, expert-comptable, né le 20 mars 1967 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à la fonction d'Administrateur-délégué, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

5. L'assemblée prend acte que le mandat de Commissaire de la société Audit.lu est arrivé à échéance et décide de nommer la société VERIDICE S.à r.l., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 154.843, comme nouveau Commissaire de la Société, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour extrait conforme, délivré sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 août 2010.

CONSOL S.A.

François Georges

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010143200/32.

(100164262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Euro Industrial S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 104.604.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010142448/11.

(100162884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Compagnie de Sécurité S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 53.470.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 26 octobre 2010.

L'assemblée, après lecture de la lettre de démission de sa fonction d'administrateur de Monsieur Luca CHECCHI-NATO résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg décide d'accepter sa démission avec effet immédiat

L'assemblée nomme comme nouvel administrateur avec effet immédiat Monsieur Leonardo MIOCCHI, employé privé, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance que celle de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2010142679/20.

(100163685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Cordea Savills Italian Opportunities No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 57.238.180,00.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 117.974.

Extrait des décisions prises par les actionnaires de la Société en date du 25 octobre 2010

1. Mr Godfrey Abel, né le 2 juillet 1960 à Brixworth, Royaume Uni, demeurant à 30 rue de Crécy, L-1364 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

2. Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- Monsieur David Charles Cunnington
- Monsieur Mark Houston
- Monsieur Alexandre Moyret
- Monsieur Godfrey Abel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Référence de publication: 2010142653/18.

(100163905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Executive Search Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 83.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de Executive Search Company S.A.

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2010142450/13.

(100162762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

F.C. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 130.058.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F.C. INVEST S.A.

Robert REGGIORI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010142452/12.

(100162605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Félicité S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2160 Luxembourg, 1, rue Munster.

R.C.S. Luxembourg B 114.877.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Pour Félicité Sarl

Fiduciaire FORING SC

Référence de publication: 2010142453/12.

(100162900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Jemco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 101.825.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de JEMCO S.A., R.C.S. Luxembourg n° B 101.825, tenue le 17 juin 2010 au siège de la société

Il a été décidé ce qui suit:

- Suite à la décision du Conseil d'Administration du 3.08.2009, l'Assemblée décide ratifier la nomination par cooptation de Madame Cristina Floroiu, employée privée, demeurant professionnellement 10, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, comme Administrateur de catégorie B de la société en remplacement de Madame Natacha Steuermann, Administrateur démissionnaire.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010142489/17.

(100162832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Félicité S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2160 Luxembourg, 1, rue Munster.

R.C.S. Luxembourg B 114.877.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Pour Félicité Sarl

Fiduciaire FORIG SC

Référence de publication: 2010142454/12.

(100162905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Félicité S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2160 Luxembourg, 1, rue Munster.

R.C.S. Luxembourg B 114.877.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Pour Félicité Sarl

Fiduciaire FORIG SC

Référence de publication: 2010142455/12.

(100162908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Fiduciaire Luxembourg Paris Genève S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 84.426.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010142456/10.

(100162619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Fabrizio S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.898.

Veillez prendre note que conséquemment à notre lettre de démission datée du 18 octobre 2010, nous avons démissionné avec effet au 1 octobre 2010 de nos fonctions de gérant dans la société FABRIZIO S.à r.l., ayant son siège social au 46A, Avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de Commerce et Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117898.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010142458/14.

(100162808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Sigma Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.776.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010142558/10.

(100163044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Sigma Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.776.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010142559/10.

(100163046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Southern Cross Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 95.612.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010142564/10.

(100162770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.